

NATIONS UNIES
ASSEMBLEE
GENERALE

UN LIBRARY

REV-1978



UN COLLECTION

Distr.
GENERALE

A/33/303/Add.1
27 octobre 1978

FRANCAIS

ORIGINAL : ANGLAIS/ARABE



Trente-troisième session
Point 70 de l'ordre du jour

CONFERENCE DES NATIONS UNIES SUR LA SCIENCE ET LA TECHNIQUE AU
SERVICE DU DEVELOPPEMENT

Avant-projet de programme d'action

Note du Secrétaire général

Additif

TABLE DES MATIERES

	<u>Pages</u>
I. INTRODUCTION	2
II. RECOMMANDATIONS D'ACTION ADOPTEES PAR LA COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'EUROPE	3
III. RECOMMANDATIONS D'ACTION ADOPTEES PAR LA COMMISSION ECONOMIQUE ET SOCIALE POUR L'ASIE ET LE PACIFIQUE	8
IV. RECOMMANDATIONS D'ACTION ADOPTEES PAR LA COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE	16
V. RECOMMANDATIONS D'ACTION ADOPTEES PAR LA COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'ASIE OCCIDENTALE	42

I. INTRODUCTION

1. Le présent additif contient le texte complet des recommandations d'action adoptées aux réunions régionales organisées par la Commission économique pour l'Europe (CEE) (Bucarest, 26-30 juin 1978), la Commission économique et sociale, pour l'Asie et le Pacifique (CESAP) (Bangkok, 17-21 juillet 1978), la Commission économique pour l'Afrique (CEA) (Le Caire, 24-29 août 1978) et la Commission économique pour l'Asie occidentale (CEAO) (Amman, 12-15 septembre 1978). Dans le cas des trois premières réunions, on s'est efforcé d'inclure, du moins implicitement, les diverses recommandations particulières dans l'avant-projet.

2. La réunion régionale organisée par la Commission économique pour l'Amérique latine (Panama, 16-21 août 1978) a décidé de se réunir à nouveau en décembre 1978 afin d'adopter ses recommandations d'action.

/...

II. RECOMMANDATIONS D'ACTION ADOPTEES PAR LA COMMISSION
ECONOMIQUE POUR L'EUROPE

(Bucarest, 26-30 juin 1978)

La Réunion régionale européenne,

Reconnaissant que la science et la technique sont très importantes pour le développement économique et social de tous les peuples,

Notant que les pays membres de la Commission économique pour l'Europe, considérés dans leur ensemble, sont dotés d'un potentiel scientifique et technique, d'une riche expérience et d'importantes ressources humaines et économiques.

Considérant qu'on devrait prêter attention au développement de la coopération scientifique et technique entre les pays de la région, ainsi qu'à l'augmentation de la contribution de ces pays au progrès de la science et de la technique dans le monde, spécialement dans les pays en développement, y compris, dans le cadre de la région de la CEE, les pays qui sont économiquement en voie de développement et dont le potentiel scientifique et technique est actuellement plus faible,

Considérant que la prochaine Conférence des Nations Unies sur la science et la technique au service du développement devrait constituer, du point de vue tant conceptuel que pratique, une contribution essentielle aux applications de la science et de la technique, qui sont des moyens fondamentaux pour accélérer le progrès de tous les pays, et tout particulièrement des pays en développement, dans le contexte d'un nouvel ordre économique mondial,

Consciente du rôle que la Commission, dans le domaine de la science et de la technique, peut jouer dans l'application multilatérale des dispositions pertinentes de l'Acte final de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe et rappelant le vœu des Etats participants de tirer parti des possibilités offertes par les organisations internationales appropriées, particulièrement par la Commission, afin de donner effet aux dispositions des documents finals de la Conférence,

Ayant à l'esprit que le renforcement de la détente internationale par la réalisation de toutes les dispositions de l'Acte final et que des mesures effectives de désarmement pourraient contribuer à la libération de fonds supplémentaires à utiliser au service du progrès économique et social, et notamment à l'accroissement de l'aide aux pays en développement dans le domaine de la science et de la technique,

Considérant que la Conférence des Nations Unies sur la science et la technique devrait adopter un programme d'action tendant à utiliser davantage les acquis de la science et de la technique en vue du progrès économique et social de tous les pays, et particulièrement des pays en développement,

/...

Ayant à l'esprit qu'une condition fondamentale du développement scientifique et technique de tout pays est qu'il fasse lui-même des efforts dans ce sens et que ces efforts doivent être soutenus d'une manière adéquate par la coopération internationale,

Est convenue de transmettre à la Conférence les recommandations d'action suivantes :

POLITIQUE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE

Niveau national

1. Les gouvernements sont invités à établir des politiques scientifiques et techniques qui fassent partie intégrante des plans et programmes nationaux de développement et répondent aux priorités nationales.
2. Le développement étant un processus social, il faudrait, pour utiliser de manière efficace les acquis de la science et de la technique, que la recherche axée sur les problèmes sociaux du développement ait sa place dans la politique scientifique et technique aux niveaux national, régional et international.
3. Il faudrait instituer une coopération étroite dans le domaine de la science et de la technique - y compris des projets communs de recherche et de développement - entre les pays en développement et entre ces derniers et les pays développés. En outre, les gouvernements des pays développés sont instamment priés de prendre les mesures nécessaires pour faire entreprendre et renforcer, dans le cadre de leurs propres institutions, des recherches sur les problèmes présentant un intérêt pour les pays en développement.

Niveau régional

4. Aux niveaux régional et sous-régional, une action concertée devrait être envisagée dans les grands domaines scientifiques et techniques d'intérêt commun. Cette action devrait avoir pour but de faciliter une approche collective et commune et d'utiliser au mieux les ressources scientifiques et techniques nationales.
5. Les Etats membres de la Commission économique pour l'Europe, quels que soient leurs systèmes socio-économiques, sont invités à envisager par quels moyens ils pourraient renforcer la coopération entre eux dans le domaine de la science et de la technique, compte tenu particulièrement des besoins des pays de la région économiquement en voie de développement.

Niveau international

6. Il est recommandé que les gouvernements concluent, le cas échéant, des accords de coopération économique, scientifique et technique qui serviront de

/...

cadre à une coopération plus large visant à la réalisation de projets communs, et qu'ils créent à cet effet les mécanismes nécessaires.

7. Les gouvernements et les organisations internationales intéressées sont priés de prendre en considération les possibilités offertes par les pays de la région qui ont acquis une expérience importante dans l'application de la science et de la technique à des problèmes d'intérêt particulier, et qui ont par exemple acquis une expérience dans des régions où il existe des conditions semblables à celles qui règnent dans les pays en développement.

8. Il est recommandé que des mesures soient prises pour améliorer l'efficacité des activités techniques et scientifiques des Nations Unies dans l'application de la science et de la technique au développement.

CAPACITES ET INFRASTRUCTURES SCIENTIFIQUES ET TECHNIQUES

Niveau national

9. L'existence d'une capacité technique et scientifique indigène est considérée comme un préalable à une application efficace de la science et de la technique au développement national. Cette capacité devrait être orientée notamment vers l'identification des problèmes socio-économiques nationaux susceptibles d'une solution scientifique et technique, ainsi que vers la création et/ou la sélection, l'adaptation et l'application des techniques nécessaires.

10. Aussi les gouvernements des pays développés sont-ils priés de donner la priorité, dans leurs programmes de développement et de coopération, à l'octroi d'une assistance aux pays en développement qui en font la demande pour les aider à établir et développer leur capacité propre dans le domaine scientifique et technique. On devra s'efforcer particulièrement d'établir et de renforcer les capacités d'absorption et d'innovation des pays en développement.

Niveau régional

11. Il faudrait envisager et, le cas échéant, décider d'établir des centres régionaux et sous-régionaux de la science et de la technique afin de renforcer la capacité des pays dans ce domaine et afin d'accélérer le transfert de la science et de la technique à l'intérieur d'une région donnée. Ces centres pourraient être en outre des pôles importants pour la mise en oeuvre de projets de recherche et de développement en collaboration avec d'autres institutions intéressées.

Niveau international

12. Il faudrait envisager d'étudier le concept des réseaux et centres internationaux de recherche à des domaines présentant une importance scientifique et

/...

technique majeure pour les pays en développement, afin d'utiliser le potentiel scientifique et technique internationale pour résoudre les problèmes mondiaux auxquels est confrontée l'humanité.

EDUCATION ET FORMATION

Niveau national

13. Les gouvernements sont priés de considérer l'importance d'établir et de renforcer des systèmes d'enseignement et de formation et de les harmoniser étroitement avec les besoins scientifiques et techniques nationaux. A cet égard, il serait souhaitable d'établir, selon que de besoin, des centres de formation industrielle étroitement associés au développement des industries modernes.

Niveau régional

14. Il conviendrait de promouvoir, au bénéfice des pays en développement, des possibilités régionales d'enseignement et de formation qui répondent aux priorités et aux besoins des pays de la région.

Niveau international

15. La formation est un moyen important par lequel les pays développés peuvent transférer leurs techniques aux pays en développement et aider ces pays à accroître leur potentiel scientifique et technique. Cette formation devrait dans la mesure du possible, tenir compte du milieu de travail et des besoins des pays en question afin, notamment, de freiner l'exode fâcheux des cadres. Les gouvernements des pays développés devraient accroître les moyens de formation offerts aux ressortissants des pays en développement et faire en sorte que cette formation soit étroitement adaptée aux besoins particuliers de ces pays.

TRANSFERT DE TECHNOLOGIE

Niveaux national, régional et international

16. Reconnaissant que l'accès aux résultats des travaux de recherche-développement des pays industriels et le transfert de ces résultats sont un élément important du processus de développement, tous les gouvernements sont priés de poursuivre leurs efforts en vue de les faciliter.

17. Il faudrait promouvoir les efforts visant à ce que l'assistance technique offerte et reçue soit aussi efficace que possible.

/...

18. Le développement des capacités nationales dans le domaine des licences et des normes contribuera beaucoup à faciliter l'assimilation des techniques par les pays bénéficiaires. Les pays développés et les organisations internationales compétentes sont donc invités à faciliter ce processus, selon que de besoin.

19. Les problèmes liés aux droits de propriété industrielle sont importants et s'inscrivent dans le cadre des relations scientifiques et techniques internationales. Tout aussi importantes sont les négociations en cours à ce sujet dans d'autres instances internationales.

INFORMATION SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE

Niveau national

20. L'information est un élément de base dans l'établissement et le renforcement d'une capacité indigène dans le domaine de la science et de la technique. C'est pourquoi il est d'une importance capitale de mettre en place des services nationaux concertés d'information répondant aux priorités nationales. En conséquence, les gouvernements des pays développés sont instamment priés d'aider les pays en développement à mettre en place ces services, selon que de besoin.

Niveaux régional et international

21. On devrait, aux niveaux tant régional qu'international, promouvoir les mesures de coopération visant à mettre en place, dans l'intérêt commun et en tenant compte des besoins des utilisateurs, des services d'information dans les grands domaines scientifiques et techniques qui présentent de l'importance pour les pays en développement.

22. Il conviendrait d'envisager des mesures visant à faciliter l'accès à l'information scientifique et technique.

/...

III. RECOMMANDATIONS D'ACTION ADOPTÉES PAR LA COMMISSION ÉCONOMIQUE ET SOCIALE POUR L'ASIE ET LE PACIFIQUE

(Bangkok, 17-21 juillet 1978)

La deuxième réunion régionale préparatoire à la Conférence des Nations Unies sur la science et la technique au service du développement, tenue par les pays de la région de la CESAP

Consciente du fait que les problèmes les plus urgents qui se posent aux pays de la région consistent à :

- a) Combler l'écart entre les niveaux de développement économique et social des pays en développement et des pays développés,
- b) Éliminer toute disparité intérieure dans les structures économiques et sociales des pays,
- c) Parvenir à l'autonomie,
- d) Assurer le plein emploi et améliorer le niveau du bien-être matériel et culturel des masses, notamment dans les zones rurales,

Consciente du rôle crucial et progressif que la science et la technologie peuvent jouer pour résoudre les problèmes ci-dessus, pour accélérer le développement et aussi pour assurer la restructuration des relations économiques mondiales dans l'intérêt de toutes les nations, notamment des nations en développement,

Notant que le renforcement de la coopération internationale est une condition préalable indispensable au progrès de la science et de la technique et à leur application fructueuse au développement,

Consciente du fait qu'il est important de promouvoir un milieu favorable au développement conformément aux principes généralement reconnus régissant la coopération internationale, et reconnaissant qu'il importe de réduire les ressources humaines et financières consacrées à la recherche militaire et à la mise au point d'armement,

Propose que les mesures suivantes constituent un programme d'action :

Niveau national

1. Un engagement politique ferme devrait être pris à l'échelon le plus élevé des gouvernements des pays en ce qui concerne l'application de la science et de la technique au développement. Pour concrétiser cet engagement, les gouvernements devraient :

- a) Prendre des mesures en vue d'améliorer la planification pour la formulation d'une politique scientifique et technique nationale d'ensemble englobant des directives pour des secteurs tels que l'agriculture, l'industrie,

/...

la planification de la famille, les transports et communications, les services sociaux (éducation, santé, logement), les ressources naturelles, l'énergie et l'écologie. La politique et le plan scientifiques et techniques devraient faire partie intégrante du plan de développement national, établi en coopération étroite avec les milieux scientifiques;

b) Créer les structures institutionnelles nécessaires à l'exécution de la politique, du plan et des programmes scientifiques et techniques;

c) Affecter les ressources financières voulues à l'exécution des programmes;

d) Créer les conditions socio-économiques voulues pour favoriser l'application de la science et de la technique au développement.

2. Il conviendrait de créer un climat propice à l'application de la science et de la technique au développement et d'intégrer la science et la technique à la culture nationale, en prenant des mesures pour :

a) Moderniser les campagnes, développer l'alphabétisation, améliorer l'hygiène rurale, développer l'électrification, la mise en place d'industries agrorurales, etc.;

b) Sensibiliser la population à la science et à la technique, tant sur le plan de la vie quotidienne que sur le plan culturel, à tous les niveaux de la société, en particulier celui des catégories défavorisées sur le plan social.

3. Il conviendrait de revoir les systèmes d'enseignement et de formation scientifiques et techniques en vue :

a) D'assurer la formation d'un personnel scientifique et technique qualifié, en particulier de techniciens, suffisamment nombreux dans les diverses disciplines qui permettent de résoudre les problèmes posés;

b) De lui donner un caractère pratique et professionnel, en fonction plus particulièrement des besoins des populations rurales (vulgarisation agricole), des catégories les plus pauvres de la population (santé) et de l'industrie (à la base);

c) De dispenser une formation scientifique et technique à tous les niveaux du système d'enseignement de manière à stimuler le goût de l'innovation et la créativité, en mettant l'accent sur la formation du personnel subalterne et d'exécution.

4. Des mesures devraient être prises en vue de former des consultants et de créer des bureaux d'études, des services de vulgarisation et autres systèmes de prestation de services.

5. Il faudrait organiser la formation de techniciens et créer des centres de réparation, d'entretien et de construction d'instruments et de matériels scientifiques.

/...

6. Il conviendrait d'appuyer la mise en place d'une infrastructure et de moyens scientifiques et techniques locaux véritablement efficaces en créant des instituts de recherche, d'étude et de développement en fonction des besoins identifiés dans les domaines de l'agriculture, de l'industrie, de la santé, des études techniques, etc. et de la gestion de la recherche-développement. Il faudrait établir des liens avec les usagers en les faisant participer à la formulation et à la gestion des programmes. Les moyens et stimulants voulus devraient être offerts aux unités de production (publiques et privées) pour créer leurs propres services de recherche-développement. On devrait renforcer ceux qui existent déjà en mettant à leur disposition les installations (bibliothèques, ateliers, instruments, etc.), le personnel et les ressources financières dont ils ont besoin.

7. Il faudrait prendre des mesures pour que : a) des programmes précis, d'une durée déterminée, soient définis pour la mise au point de moyens scientifiques et techniques locaux, et que l'utilisation de ces techniques soit assurée; b) l'adaptation, l'absorption et l'amélioration des techniques importées soient confiées aux instituts locaux de recherche-développement.

8. Des institutions devraient être mises en place pour prendre des décisions en ce qui concerne le choix, le transfert et la mise au point de techniques en fonction de leur utilité. Ces institutions rassembleraient des renseignements sur les techniques susceptibles d'être obtenues de différentes sources, ainsi que sur les procédures juridiques et techno-économiques en vue d'améliorer les conditions des contrats et des accords et de permettre également l'utilisation progressive d'apports locaux. Il faudrait prendre des mesures concrètes pour créer des conditions permettant d'accroître la possibilité de renforcer à cet égard le pouvoir de négociation individuelle et collective des pays en développement, garantir la coordination entre les organisations responsables de l'évaluation de la technologie, de la fourniture du matériel et de l'adaptation progressive aux conditions locales des techniques importées, et veiller à ce que les fournisseurs de technologie prévoient la formation d'un personnel suffisant, la diffusion de connaissances complètes et approfondies sur les techniques en question, et en particulier la mise en place de moyens de recherche-développement.

9. Une organisation devrait être mise en place pour fixer des normes nationales et assurer le contrôle de la qualité.

10. Il faudrait établir une liste : a) des techniques disponibles dans le pays, à l'échelon commercial (y compris les techniques applicables à petite échelle), et b) des techniques dont le pays a besoin.

11. Il conviendrait d'identifier les domaines précis pour lesquels il pourrait être nécessaire de demander la coopération et l'appui :

- a) D'autres pays en développement;
- b) De pays développés;
- c) D'institutions ou d'organismes des Nations Unies et d'autres organisations internationales en ce qui concerne : i) la mise en oeuvre de programme

/...

précis pour la formation de personnel, le renforcement des moyens de recherche, la publication d'ouvrages scientifiques, la mise en place de moyens de production d'instruments et la création d'une infrastructure scientifique et technique;

ii) l'exécution de programmes de recherche fondamentale, de recherche appliquée et de développement; iii) l'enseignement et la formation.

12. Il faudrait entreprendre une étude systématique des techniques traditionnelles et des systèmes sociaux connexes dans des domaines tels que l'alimentation et l'agriculture, l'industrie, l'irrigation et la gestion des ressources en eau, l'architecture, la santé, la médecine et la planification de la famille, en définissant celles qui pourraient être incorporées à des systèmes modernes.

13. Il faudrait étudier systématiquement la dépendance technique du pays dans des domaines qui sont importants pour son développement, ainsi que les moyens grâce auxquels il pourrait atteindre progressivement l'autonomie dans ces domaines.

14. Il faudrait encourager et appuyer la création de fondations ou d'institutions scientifiques autonomes aux niveaux universitaire et professionnel, qui seraient invitées à participer à la formulation des politiques, plans et programmes scientifiques et techniques, et à évaluer leurs effets sociaux, en particulier sur les couches les plus pauvres de la population.

15. Des dispositions devraient être prises pour : a) rassembler et stocker systématiquement des données, des renseignements et des statistiques sur la science et la technique (dépenses, effectifs, instituts de recherche-développement, etc.); b) mettre sur pied un système d'information à l'intention : i) des organismes de recherche; ii) des responsables des décisions en matière de science et de technique; iii) des sociétés industrielles; iv) des collectivités rurales.

16. Il conviendrait d'établir les liens voulus entre les établissements d'enseignement et de formation, les instituts de recherche-développement et les usagers de l'agriculture et de l'industrie, etc., afin de permettre des échanges fructueux et de favoriser le développement.

17. Il y aurait lieu de former davantage de spécialistes de la gestion des systèmes de recherche, de développement et de production dans l'agriculture et l'industrie, afin de favoriser les innovations techniques et d'en faire bénéficier, de façon pragmatique, la population de la région.

Niveau régional

18. Les moyens scientifiques et techniques à l'échelon régional devraient être renforcés afin de pouvoir :

a) Servir de centre d'échange de renseignements et de données d'expérience entre les pays de la région;

b) Catalyser les activités de transfert, de mise au point et d'application des techniques;

c) Fournir des services de consultation et de formation;

d) Centraliser la coopération, l'assistance et les efforts déployés conjointement par les pays en développement, les pays développés et les organisations internationales.

19. Il faudrait offrir un cadre pour l'identification des domaines dans lesquels les pays en développement ont besoin d'un appui en matière scientifique et technique, ainsi que des sources possibles d'aide dans les pays en développement et les pays développés. Il faudrait contribuer à la mise au point d'arrangements appropriés entre pays développés et pays en développement.

20. Il conviendrait d'identifier et de mettre en place les réseaux voulus pour renforcer les moyens scientifiques et techniques des pays en développement dans des domaines retenus comme importants pour le développement régional, à savoir l'alimentation et l'agriculture, la santé et la médecine, les ressources naturelles, l'énergie et l'industrialisation. Il faudrait constituer un réseau d'instituts et déterminer lequel serait le plus apte à assurer la coordination.

21. Il faudrait établir une liste des bureaux d'études et des services de consultants de la région, indiquant leurs capacités et leurs spécialités. Il faudrait prendre des dispositions pour fournir une aide à cet égard, aux gouvernements ou aux industries des pays en développement qui en feraient la demande.

22. Il conviendrait d'encourager la coopération régionale et sous-régionale dans le domaine du développement agricole, industriel et économique.

23. Des données devraient être rassemblées sur les experts, les instituts de recherche-développement et les technologies dont disposent ou dont ont besoin divers pays en développement et pays développés. Des services consultatifs devraient être fournis sur demande pour l'évaluation, le choix et le transfert des techniques.

24. Compte tenu de la diversité géographique et économique et de l'hétérogénéité des pays de la région, il faudrait renforcer et coordonner les activités des organisations sous-régionales.

25. Pour aider les pays en développement, des dispositions devraient être prises aux fins suivantes :

a) Fournir des services consultatifs en vue de la formulation de politiques scientifiques et techniques;

b) Former du personnel scientifique et technique dans les institutions existant dans les pays en développement;

c) Renforcer les moyens de recherche-développement et créer, le cas échéant, des instituts nationaux;

/...

d) Etablir des contacts et conclure des arrangements avec d'autres pays en développement et développés en vue de la prestation d'une assistance, de la formation et de l'exécution de projets conjoints de recherche-développement;

e) Aider à créer des organismes s'occupant de normalisation, de métrologie, de calibrage et de mesures de précision;

f) Mettre sur pied des coentreprises;

g) Echanger des données d'expérience sur le développement rural et la promotion de l'éducation scientifique de la population;

h) Mettre en place des systèmes d'information nationaux dans les domaines scientifique et technique et renforcer les capacités concernant la littérature scientifique et technique.

26. Il faudrait encourager les pays développés à :

a) Elargir les programmes de formation destinés aux étudiants des pays en développement dans les disciplines scientifiques et techniques;

b) Promouvoir les arrangements de coopération scientifique et technique;

c) Etablir une collaboration plus étroite entre leurs instituts de recherche et de développement et ceux des pays en développement dans des disciplines présentant un intérêt mutuel;

d) Encourager les entreprises du secteur public et du secteur privé, lorsque cela est possible au moyen d'incitations appropriées, à stimuler les courants de technologie;

e) Promouvoir les coentreprises dans des conditions mutuellement satisfaisantes afin de faciliter les courants de technologie;

f) D'une manière générale, accroître le plus possible les échanges d'information susceptibles d'aider les pays en développement à améliorer leurs capacités techniques.

27. Il conviendrait de fournir des services consultatifs pour la création de structures et de centres nationaux et sectoriels pour le transfert de technologie, en coopération avec d'autres institutions ou organismes compétents des Nations Unies.

28. Il faudrait tenir à jour des renseignements sur les machines, équipements et instruments fabriqués dans les pays en développement.

29. Il conviendrait de prendre les dispositions appropriées et adéquates pour améliorer les capacités de la région dans les domaines de la science et de la technique, tout en évitant la prolifération injustifiée des institutions et en utilisant le plus possible celles qui existent déjà à l'échelon régional (par exemple, le Centre régional de transfert de technologie et le Réseau régional de la machine agricole).

30. Il conviendrait de renforcer le rôle de la commission régionale afin de coordonner au niveau régional les activités nationales intéressant l'application de la science et de la technique au développement et de rechercher les ressources financières appropriées pour appliquer les recommandations énoncées dans les paragraphes précédents.

Niveau international

31. Un objectif important de la coopération internationale en matière de science et de technique est de faciliter la solution des problèmes mondiaux, notamment ceux qui sont liés à l'instauration d'un nouvel ordre économique international.

32. Pour l'exécution des projets qui exigent une méthode pluridisciplinaire intégrée, il faudrait élaborer une politique scientifique et technologique harmonisée pour assurer le fonctionnement coordonné d'un certain nombre d'organismes des Nations Unies.

33. L'Organisation des Nations Unies devrait renforcer son appareil de coordination et de coopération entre institutions et organismes en utilisant les institutions existantes plutôt qu'en en créant de nouvelles. Afin d'assurer une coordination efficace et de promouvoir la coopération entre les institutions, on pourrait envisager la nécessité de créer un mécanisme. A cet égard, on pourrait peut-être envisager de créer une fondation des Nations Unies pour la science et la technique, qui aurait notamment pour fonctions de formuler une politique harmonisée de la science et de la technique, de promouvoir la coopération entre les institutions, d'appliquer, en consultation avec les gouvernements, les recommandations des conférences des Nations Unies concernant la science et la technique, de jouer le rôle de "centre de réflexion" où se rencontreraient pays développés et pays en développement et d'obtenir l'appui financier des organismes financiers internationaux.

34. Il faudrait encourager le Programme des Nations Unies pour le développement, dans les limites de ses ressources disponibles, à jouer le rôle de catalyseur pour le développement de la science et de la technique et leur application aux pays en développement.

35. Le système des Nations Unies devrait jouer un rôle important à l'égard des pays en développement en leur fournissant les ressources et les experts nécessaires pour renforcer leurs capacités scientifiques et technologiques et les moyens de former du personnel scientifique et technique. Le système des Nations Unies devrait encourager un échange plus intensif d'informations sur la science et la technique, en particulier pour la prise des décisions relatives au choix et au transfert des techniques.

36. Les institutions monétaires et financières internationales, comme la Banque mondiale et la Banque asiatique de développement, devraient continuer à encourager l'utilisation maximale des bureaux d'études et des services de consultants, des machines et du matériel disponibles dans les pays en développement.

/...

37. Plutôt que de créer de nouveaux instituts de recherche régionaux et internationaux, il faudrait envisager d'améliorer certains de ceux qui existent déjà dans les pays en développement en les dotant des normes et des moyens voulus pour répondre aux besoins régionaux et internationaux.

38. Certains pays en développement voient un nombre important de leurs scientifiques, ingénieurs et techniciens partir vers certains pays avancés ainsi que vers d'autres pays en développement. Les pays d'accueil devraient contribuer au renforcement des instituts de formation et d'enseignement dans les pays en développement touchés afin de ne pas nuire à leur propre développement.

39. Les sociétés transnationales entrent pour beaucoup dans les accords concernant la création de systèmes de production et de transfert de technologie vers les pays en développement, mais on reproche à beaucoup d'entre elles de monopoliser la technologie, d'agir dans le secret, de gonfler les prix de leurs importations et de se montrer peu empressées à associer le personnel local à certaines opérations technologiques essentielles. Afin de mettre un terme à ces critiques, l'Organisation des Nations Unies et les institutions compétentes devraient accélérer les négociations concernant : a) le code de conduite à l'intention des sociétés transnationales; b) le code de conduite régissant le transfert international de technologie; c) la Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle.

40. L'Organisation des Nations Unies devrait prendre des mesures, par l'intermédiaire des instances appropriées, pour permettre aux pays en développement d'accéder à la technologie à des conditions raisonnables, en particulier dans des domaines tels que l'agriculture, l'élevage, l'énergie, l'environnement, la santé et la médecine.

41. Un certain nombre de sous-régions, y compris le Pacifique sud, ont besoin d'une assistance pour promouvoir le développement local. Les donateurs d'aide sont généralement peu enclins à financer les recherches conjointes et contrôler localement qui devraient accompagner l'action de développement entreprise. Des efforts suivis devraient être faits pour former et employer des consultants locaux dans les activités d'aide.

42. Il faudrait évaluer la contribution effective apportée aux pays en développement grâce aux activités des institutions spécialisées, des commissions et des organismes des Nations Unies, telles que séminaires, journées d'étude, conférences, services consultatifs et d'experts, stages de formation, réunions et projets intergouvernementaux. Le système des Nations Unies devraient renforcer les mécanismes appropriés de contrôle et d'évaluation pour améliorer les compatibilités verticales et horizontales de ses divers éléments.

43. Il faudrait s'efforcer de conserver l'élan acquis dans la préparation de la Conférence des Nations Unies sur la science et la technique au service du développement. Il faudrait maintenir des liens entre les points de convergence nationaux, les commissions régionales et les organismes appropriés des Nations Unies dans le domaine de la science et de la technique. Les Nations Unies devraient assurer des mécanismes pour l'exécution du "programme d'action" approuvé par la Conférence.

IV. RECOMMANDATIONS D'ACTION ADOPTEES PAR LA COMMISSION
ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

(Le Caire, 24-29 août 1978)

La Réunion régionale africaine préparatoire à la Conférence des Nations Unies sur la science et la technique au service du développement,

Reconnaissant le besoin pressant à l'échelle mondiale d'atténuer les inégalités et les injustices qui existent entre les pays développés et les pays en développement et, partant, le besoin d'instaurer et de mettre en oeuvre le nouvel ordre économique international,

Reconnaissant en outre que les pays africains connaissent des niveaux de développement socio-économique qui diffèrent considérablement de ceux de la majorité des autres pays en développement du monde,

Consciente du fait que l'appel à l'action le plus urgent émane des pays africains qui ont eu et ont toujours à faire face à des problèmes menaçant leur existence et découlant de catastrophes naturelles prolongées,

Tenant compte des problèmes cruciaux et persistants qui existent dans les vastes régions rurales et secteurs de subsistance des pays de la région africaine,

Consciente des obstacles qui entravent l'utilisation efficace de la science et de la technique au service de l'existence humaine et du développement dans les pays africains et, partant, de la nécessité d'éliminer ces obstacles,

Tenant compte du fait que la science et la technique peuvent aider les pays africains en général à réduire les effets de la dépendance technique et à atteindre une quasi-autonomie technique,

Reconnaissant en conséquence la nécessité vitale d'aboutir à un accord mondial concernant un code de conduite sur le transfert des techniques,

Reconnaissant en outre l'importance de la coopération sous-régionale et régionale en tant qu'instrument permettant d'assurer l'expansion des marchés nationaux, de faciliter le recours aux techniques modernes, une industrialisation efficace et une meilleure intégration à l'économie mondiale, et de donner plus de poids aux pays africains dans les relations internationales,

Rappelant les objectifs de la Conférence des Nations Unies sur la science et la technique au service du développement, précisés dans la résolution 2028 (LXI) du Conseil économique et social et dans la résolution 31/184 de l'Assemblée générale, ainsi que la nécessité pour la Conférence de formuler un programme d'action mondial,

Considérant que pour que le programme d'action mondial, dans sa conception et sa pratique, soit réaliste et orienté vers les buts assignés, vise des objectifs précis et contribue à la réalisation des objectifs prévus selon

/...

un calendrier arrêté, il doit bénéficier de la participation de la communauté mondiale tout entière aux niveaux national, sous-régional, régional, interrégional et international, et particulièrement des pays développés, du système des Nations Unies et des organisations internationales,

Adopte le programme d'action suivant et invite l'Organisation des Nations Unies, les institutions spécialisées compétentes et le secrétariat de la Conférence des Nations Unies sur la science et la technique au service du développement à l'appliquer en coopération avec les autres organisations internationales;

A. Création d'institutions en vue d'une utilisation efficace de la science et de la technique en vue du développement

1. Niveau national

a) Volonté politique ferme en ce qui concerne l'application de la science et de la technique en vue du développement et l'application de politiques nationales allant dans le même sens;

b) Mise en place de structures nationales ou renforcement des structures existantes pour l'élaboration des politiques et la planification dans le domaine de la science et de la technique;

c) Formulation de plans nationaux pour la recherche scientifique et le développement technique, parallèlement et conformément aux projets nationaux de développement socio-économique;

d) Renforcement des institutions existantes de recherche scientifique et technique, eu égard à la main-d'oeuvre et aux ressources matérielles, afin de leur permettre de développer leurs activités de recherche-développement (R-D) et de leur fournir la stabilité qui leur est nécessaire dans le domaine de l'organisation;

e) Orientation de la majeure partie des efforts déployés dans le domaine de la recherche scientifique nationale vers des applications pratiques tout en maintenant l'équilibre nécessaire entre la recherche appliquée et la recherche fondamentale;

f) Perpétuation de la notion d'engagement de la part des personnes affectées à la recherche-développement, au moyen d'accords contractuels, afin qu'elles s'acquittent au mieux de leurs tâches, compte tenu des priorités nationales;

g) Information du public en matière de science et de technique, au moyen d'une vulgarisation intensifiée de la science et de la technique, notamment en mettant l'accent sur le rôle des musées scientifiques et des programmes scientifiques des organes d'information, et en stimulant l'intérêt pour l'artisanat et les modèles scientifiques, tout en mettant un matériel peu coûteux à la disposition d'un secteur aussi vaste que possible de la population;

/...

h) Engagement d'élaborer des statuts définissant les politiques des conseils nationaux de recherche;

i) Intégration du rôle des sciences sociales et des humanités dans le processus de développement global, en particulier pour la prévention et le traitement des effets sociaux négatifs des nouvelles techniques, tout en cherchant à sauvegarder les valeurs culturelles des nations de la région;

j) Mise en place de services d'information et de documentation nationaux scientifiques et techniques ou renforcement des services existants dans ce domaine, y compris les services des brevets, grâce aux moyens suivants :

i) Diffusion des informations techniques disponibles auprès des secteurs et services de production locale;

ii) Mise en application de programmes viables pour la vulgarisation de la science et de la technique;

iii) Coopération avec les projets régionaux et internationaux concernant l'instauration d'un réseau mondial d'échange d'informations scientifiques et techniques;

iv) Mise en place de bureaux de normalisation et de métrologie ou renforcement des bureaux existants;

k) Initiatives culturelles destinées à faire connaître aux sociétés développées les civilisations et l'héritage des nations africaines et leur contribution possible à l'humanité;

l) Mise en place de services scientifiques et techniques nationaux fondamentaux notamment pour la normalisation, le contrôle de la qualité, les vérifications et le calibrage.

2. Niveau régional

a) Appui soutenu au Centre régional africain de technologie;

b) Organisation d'un programme d'échange de chercheurs et de techniciens dans la région;

c) Renforcement des liens entre les chercheurs et les experts de la région africaine, dans le cadre d'unions et d'associations professionnelles;

d) Convocation de conférences et de séminaires régionaux et publication de périodiques scientifiques et d'informations sur les sujets qui présentent un intérêt pour le développement de la région;

e) Mise en place d'institutions régionales pour la formation et la recherche de niveau supérieur, en particulier dans les domaines de la recherche scientifique

/...

et du développement technique qui relèvent spécifiquement des domaines prioritaires du continent africain; il conviendrait cependant de tirer le meilleur parti possible des institutions existant dans la région et de les renforcer, plutôt que d'en créer de nouvelles;

f) Mise en place de systèmes d'information scientifique et technique aux niveaux sous-régional et régional, notamment de systèmes intéressant directement les disciplines relatives aux problèmes de développement de la région;

g) Etablissement de centres régionaux d'études supérieures.

3. Niveau international

a) Pays développés

- i) Fourniture d'une assistance pour l'exécution des programmes susmentionnés, tant au niveau régional qu'au niveau national;
- ii) Intensification des efforts des pays développés pour aider les pays en développement à résoudre leurs problèmes, en réalisant des projets soigneusement conçus et efficacement orientés vers les besoins, et destinés à accroître rapidement la productivité et à améliorer les services (voir plus loin les sections D à K);
- iii) Fourniture d'une assistance matérielle et de services d'experts aux pays de la région africaine pour l'organisation de la gestion des infra-structures nationales hautement fonctionnelles de la science et de la technique et pour l'évaluation de leurs résultats;
- iv) Participation active aux efforts des pays de la région pour mettre en place des systèmes d'information et de documentation sur la science et la technique aussi efficaces que possible, et aussi à l'action internationale pour la création de réseaux à l'échelon mondial.

b) Système des Nations Unies

- i) Efforts à l'échelle mondiale en vue d'unifier les normes et les mesures en mettant en place un mécanisme mondial pour suivre les réalisations scientifiques de pointe, dans le but d'empêcher qu'elles ne soient utilisées de façon telle qu'elles menacent la paix mondiale, l'humanité et la civilisation où que ce soit dans le monde;
- ii) Révision des procédures actuelles pour l'application et la mise en oeuvre des recommandations des conférences internationales et évaluation de leur efficacité;
- iii) Evaluation globale des résultats des projets de développement des Nations Unies réalisés à ce jour en Afrique, afin de les mettre à profit pour la planification de nouveaux projets;

/...

- iv) Harmonisation des politiques et des activités du système des Nations Unies dans le domaine de la science et de la technique et leur coordination avec celles des autres organisations internationales, en vue de la réalisation des objectifs susmentionnés;
- v) Mise en place de nouveaux arrangements institutionnels et de nouvelles formes de coopération internationale dans le domaine global de l'application de la science et de la technique au développement.

B. Enseignement et formation en vue de l'application de la science et de la technique au développement

1. Niveau national

- a) Amélioration de l'enseignement des sciences dans les écoles primaires et secondaires grâce aux moyens suivants :
 - i) Révision des objectifs et des méthodes en ce qui concerne l'enseignement des sciences et les programmes, compte tenu des réalités nationales;
 - ii) Mise au point de matériel didactique pertinent;
 - iii) Mise au point d'équipements de laboratoire peu coûteux;
- b) Introduction de l'enseignement technique aux niveaux primaire et secondaire grâce aux moyens suivants :
 - i) Mise au point des objectifs et des politiques;
 - ii) Mise au point de matériels didactiques et de programmes appropriés;
 - iii) Création d'ateliers pour l'enseignement technique;
 - iv) Formation de professeurs et de techniciens pour l'enseignement technique;
- c) Poursuite vigoureuse de la démocratisation de l'enseignement général à tous les niveaux;
- d) Amélioration du contenu technique des programmes de formation professionnelle;
- e) Renforcement de la science appliquée et des programmes scientifiques des universités existantes;
- f) Examen et réforme des cours universitaires d'ingénierie, de médecine et d'écologie en vue de mieux les adapter aux objectifs de développement nationaux;
- g) Révision des objectifs et des politiques pour les activités de recherche appliquée et fondamentale menées dans des universités;

/...

- h) Mise en place et renforcement d'institutions pour la formation d'artisans et de techniciens;
- i) Planification des investissements nationaux destinés à l'enseignement scientifique et technique;
- j) Définition des besoins en techniciens dans tous les secteurs et de la proportion de spécialistes qui est nécessaire;
- k) Mesures visant à encourager davantage de femmes à embrasser des carrières scientifiques et techniques;
- l) Mesures visant à inculquer à la population l'habitude de la lecture, notamment chez les enfants, et à l'encourager à se perfectionner grâce à la lecture;
- m) Organisation de stages et de journées d'études et de recyclage;
- n) Organisation et mobilisation des associations professionnelles scientifiques et techniques;
- o) Programmes d'étude et de formation d'emploi organisés avec l'appui des milieux industriels;
- p) Formation de personnes n'ayant pas les diplômes voulus mais dotées d'un esprit scientifique;
- q) Système articulé de sélection des candidats pour les programmes d'étude et de formation dans des pays étrangers pour les besoins en main-d'oeuvre spécialisée à l'échelon local;
- r) Evolution du système actuel de salaires et d'encouragement et fourniture d'avantages matériels satisfaisants aux chercheurs et aux techniciens;
- s) Formation continue et recyclage à tous les niveaux.

2. Niveau régional

- a) Programmes d'échange destinés aux étudiants et aux enseignants des branches scientifiques et techniques;
- b) Programmes de formation et de bourses pour l'Afrique;
- c) Création de centres de formation régionaux et fourniture de compétences spécialisées dans les domaines scientifique et technique;
- d) Mesures visant à encourager la mobilité des experts, les échanges de données d'expériences et la réglementation du processus de migration du personnel qualifié et des entrepreneurs à l'intérieur de la région;
- e) Programmes d'échange entre bibliothèques.

/...

3. Niveau international

a) Pays développés

- i) Fourniture de l'assistance nécessaire pour exécuter les programmes d'action recommandés et en cours aux niveaux national et régional;
- ii) Programmes de formation et de perfectionnement dans les domaines scientifique et technique;
- iii) Programmes d'échange d'étudiants, d'enseignants et de chercheurs;
- iv) Recrutement de ressortissants des pays de la région pour les projets mis en oeuvre dans les pays développés au profit du développement de l'Afrique;
- v) Révision des systèmes et des programmes actuels d'enseignement et de formation des ressortissants des pays en développement dans les pays développés, en vue d'en accroître l'efficacité et de mieux les adapter aux besoins du développement national dans les pays en développement;
- vi) Formation de ressortissants des pays en développement dans des institutions de développement technique et des unités de production des pays développés en ce qui concerne les méthodes modernes contribuant à la promotion de la production et des services et apportant des perspectives nouvelles dans les pays de la région.

b) Système des Nations Unies

- i) Organisation de programmes intensifs de formation et création de centres de formation régionaux et sous-régionaux axés sur les questions fondamentales du développement, en vue d'assurer notamment une formation professionnelle spécialisée à divers niveaux, et renforcement des établissements existants;
- ii) Evaluation globale des critères utilisés pour le choix des experts internationaux, qu'il s'agisse de leurs aptitudes, de leur qualification pour les missions qui leur sont confiées ou de leur rémunération; efforts visant à ce qu'un nombre considérable d'experts et de consultants africains compétents soient choisis pour des missions dans la région.

C. Développement, choix, transfert et adaptation de techniques en Afrique

1. Niveau national

- a) Création de centres nationaux consultatifs pour le développement, l'adaptation, le transfert et le choix des techniques appropriées. Ces centres superviseront et suivront la mise en application des activités relatives à la technique;

/...

b) Création et/ou renforcement de services nationaux d'information et de documentation, en tant que centres viables pour l'acquisition et la diffusion de l'information sur les aspects technique, économique et juridique du choix, du transfert et du développement des techniques;

c) Respect, lors du recrutement d'experts africains, d'un certain équilibre entre les différentes sous-régions de l'Afrique;

d) Travaux préparatoires en vue de l'établissement en Afrique d'au moins une université, patronnée par l'Organisation des Nations Unies, qui servira de Centre d'études avancées pour l'ensemble de la région et accueillera une part importante des étudiants africains qui cherchent à poursuivre des études supérieures dans les pays développés;

e) Formulation de politiques nationales et adoption de lois et règlements nationaux régissant l'importation et l'utilisation de techniques;

f) Promotion des compétences locales dans les domaines de l'ingénierie, de la conception et des services consultatifs;

g) Promotion des capacités de R-D dans les complexes industriels locaux et création de liens efficaces entre les instituts de recherche et de développement et les bénéficiaires de leurs travaux;

h) Orientation d'une part importante des ressources nationales en matière de recherche scientifique vers la recherche appliquée;

i) Etude et application de mesures destinées à enrayer et à inverser le courant de l'exode des compétences ainsi que l'utilisation inappropriée des cadres supérieurs locaux;

j) Mesures propres à assurer la maximisation de l'efficacité et de l'utilisation de l'assistance technique;

k) Participation, à titre consultatif ou en tant qu'agent d'exécution, des instituts de R-D locaux aux diverses phases du processus de transfert des techniques;

l) Etablissement de registres des techniques importées, classées par secteurs et en fonction de leurs possibilités de remplacement à court, moyen et long termes.

2. Niveau régional

a) Création et/ou renforcement de centres régionaux ou sous-régionaux pour la technique et de centres d'information et de documentation sur la science et la technique, chargés des fonctions suivantes :

i) Fournir des directives éclairées pour le développement, le transfert et le choix judicieux des techniques;

/...

- ii) Servir de tribunes pour l'échange d'informations et de données d'expérience dans la région;
- iii) Fournir des conseils et des services consultatifs;
- iv) Servir de centres pour la coordination, l'harmonisation et la rationalisation des programmes nationaux et internationaux et des efforts déployés dans le domaine de la science et de la technique;
- v) Favoriser la coopération scientifique et technique régionale;
- b) Identification et renforcement des centres compétents de la région susceptibles de jouer un rôle de coordination dans d'importants secteurs scientifiques et techniques au niveau régional ou sous-régional;
- c) Constitution d'un fichier à jour des services d'ingénierie, bureaux d'études et services de consultants, collecte d'informations relatives aux experts et aux instituts de R-D, et mesures propres à faciliter la diffusion de ces informations aux usagers de l'intérieur et de l'extérieur de la région;
- d) Mesures propres à faciliter les opérations industrielles en association (investissements), en particulier celles qui intéressent des Etats voisins;
- e) Création de centres régionaux de formation dans les secteurs qui présentent un intérêt particulier pour la région, en renforçant les centres d'études avancées qui travaillent déjà dans des domaines déterminés;
- f) Création d'un centre régional africain de conception et de fabrication industrielles;
- g) Promotion des associations sous-régionales et régionales de consultants et d'entrepreneurs;
- h) Renforcement du rôle de la CEA pour la coordination et la mise en oeuvre des activités susmentionnées;
- i) Mesures propres à encourager le transfert de techniques appropriées entre pays de la région par l'élimination des restrictions, une information et une documentation suffisantes et l'institution d'un traitement préférentiel;
- j) Renforcement de la coopération scientifique et technique grâce à la mise au point de projets de recherche communs.

3. Niveau international

- a) Adoption d'un code de conduite multilatéral ayant force obligatoire pour le transfert des techniques, comprenant des dispositions spécifiques pour son application à l'échelon national, régional et international;

/...

- b) Mise en place d'un fonds de compensation international, auquel les pays développés contribueraient d'une façon substantielle, destiné à indemniser l'Afrique pour la fuite des compétences de la région; utilisation de ces fonds pour la transformation technique de la région et la formation;
- c) Création d'un fonds de capitaux de risque, notamment au sein d'institutions financières internationales et régionales existantes, pour financer les projets de développement technologique dans les pays en développement;
- d) Décommercialisation et acquisition sélective de la technique, en vue d'élargir la gamme des techniques librement accessibles;
- e) Création d'un organisme des Nations Unies ou, de préférence, renforcement d'un organisme existant, pour coordonner les activités scientifiques et technologiques des divers organes existants du système des Nations Unies et servir de bureau de référence pour les gouvernements;
- f) Mesures propres à encourager les organisations et les institutions financières internationales à utiliser au maximum les ressources locales en main-d'oeuvre et les organismes consultatifs de la région;
- g) Fourniture d'une assistance technique et d'un appui matériel de nature à permettre aux pays de la région de produire des biens d'investissements correspondant à leurs besoins fondamentaux en matière de développement;
- h) Fourniture d'une assistance pratique aux pays en développement pour les questions relatives au transfert des techniques, grâce à la création d'un centre mondial, avec une banque affiliée d'informations technologiques spécialisées, qui participerait au processus de négociation et, ultérieurement, au suivi et à l'évaluation des projets.

4. Pays développés

Un effort spécial devrait être fourni pour satisfaire les besoins techniques des pays africains cherchant à progresser sur le plan technique et à réduire leur dépendance technique; à cette fin, les pays développés devraient adopter les mesures suivantes :

- i) Fourniture d'une assistance en vue du développement de l'infrastructure scientifique et technique de l'Afrique en accordant un appui efficace à la création d'institutions et à la formation de la main-d'oeuvre;
- ii) Mesures propres à accroître la masse des informations techniques disponibles en accélérant le déclassé des informations non militaires actuellement considérées comme subordonnées à la sécurité nationale ou à des intérêts commerciaux;

/...

- iii) Etude de toute la gamme des problèmes posés par le système de la propriété industrielle et le transfert de techniques, y compris les avantages du transfert de techniques verticalement intégrées;
- iv) Efforts visant à réorienter un montant substantiel des ressources destinées à la R-D pour les consacrer à la solution des problèmes techniques spécifiques du continent africain. Ces efforts devraient être déployés sur le continent afin d'utiliser au mieux ses ressources techniques et de renforcer ses capacités techniques;
- v) Recrutement de personnel africain pour les projets entrepris dans les pays développés dans l'intérêt de l'Afrique et destinés à être mis en oeuvre sur ce continent;
- vi) Mesures propres à faciliter l'utilisation des techniques transférées de manière à aider les pays africains à réaliser leurs objectifs en matière de commerce et de développement;
- vii) Exercice d'un contrôle sur les pratiques des sociétés transnationales dans les pays en développement de la région;
- viii) Financement des activités concertées de R-D dans la région.

5. Système des Nations Unies

- a) Mise en place d'un réseau mondial efficace d'information technique pour améliorer les capacités de production des pays en développement, et révision de la législation et de la réglementation actuelles, notamment en matière de brevets et de marques déposées;
- b) Adoption d'un programme mondial intégré pour la mise au point de techniques appropriées et intermédiaires, en vue d'améliorer les conditions de vie dans les régions rurales des pays en développement et d'accroître leur capacité de production;
- c) Harmonisation des politiques et des activités scientifiques et techniques des organismes des Nations Unies et leur coordination avec celles des autres organisations internationales;
- d) Mise en place d'un mécanisme permettant d'établir un dialogue et des consultations suivies entre les pays développés et les pays en développement, en ce qui concerne les questions relatives à la science et à la technique, et en particulier à l'adaptation, à la mise au point et au transfert des techniques;
- e) Adoption de mesures propres à aider l'Afrique, en particulier les mesures suivantes :
 - i) Mise en place de l'infrastructure nécessaire à une application efficace de la science et de la technique;
 - ii) Contrôle et/ou réglementation des pratiques restrictives imposées par les sociétés transnationales dans le cadre de leurs opérations dans la région;

/...

iii) Appui efficace aux efforts déployés par la région afin d'obtenir un traitement préférentiel dans les domaines du choix et du transfert des techniques;

iv) Rappel des engagements et des résolutions adoptées au niveau international dans le domaine de la science et de la technique;

v) Renforcement des structures de la CEA et organisation de ses ressources afin d'accroître sa capacité à fournir aide et appui dans le domaine de la science et de la technique.

/...

D. Alimentation et agriculture

1. Niveau national

a) Formulation de politiques nationales pour l'utilisation de la science et de la technique dans l'agriculture, pour le bien-être social et économique des peuples;

b) Formulation d'une stratégie de développement rural, basée, entre autres, sur le développement de l'agriculture et des agro-industries;

c) Utilisation de la science et de la technique pour l'amélioration de la production alimentaire en ce qui concerne la qualité, la quantité et la diversité;

d) Création d'emplois rémunérateurs et productifs dans le secteur agricole, surtout au profit des femmes;

e) Production de cultures marchandes, en vue d'améliorer les revenus des populations rurales, et de produits agricoles destinés à l'exportation ou au remplacement des importations en vue d'obtenir des recettes en devises et de constituer une épargne en devises;

f) Approfondissement des connaissances relatives à l'environnement, notamment des fluctuations climatiques, assimilation des processus et phénomènes présentant de l'importance pour le développement de l'agriculture, et orientation des recherches vers de nouveaux domaines techniques, utilisant des méthodes essentiellement biologiques pour l'amélioration de la fertilité des sols et la protection de la végétation;

g) Recensement des ressources telles que le climat, le sol, la végétation et les eaux de surface et souterraines, en vue de déterminer l'aptitude des sols et les meilleures activités agricoles, compte tenu de la capacité de l'environnement;

h) Amélioration des moyens de distribution et de commercialisation des produits agricoles;

i) Mise au point et application de techniques permettant de rendre productives les terres arides, semi-arides et marécageuses;

j) Mise au point de techniques permettant l'utilisation optimale des ressources en eau limitées pour l'irrigation;

k) Mise au point de techniques permettant une utilisation plus intensive des sols, pour l'agriculture non irriguée dans les zones surpeuplées;

l) Mise en place et/ou renforcement d'institutions de R - D pour améliorer l'agriculture locale;

/...

m) Etablissement de programmes visant à améliorer les cultures, grâce à la phytogénétique, à la gestion des récoltes et à la protection des récoltes;

n) Etude des plantes sauvages pouvant convenir pour l'alimentation et l'industrie alimentaire;

o) Mise au point de techniques applicables avant et après les récoltes, afin de réduire les pertes en produits agricoles, notamment en céréales;

p) Mise en oeuvre au niveau national des recommandations de la Conférence des Nations Unies sur la désertification relatives à l'alimentation et à l'agriculture;

q) Adaptation, mise au point et production de machines et d'équipements agricoles polyvalents et adaptables à des conditions diverses;

r) Recherches sur les techniques d'élevage et d'alimentation du bétail et sur les maladies du bétail, et fabrication de médicaments et de vaccins pour lutter contre ces maladies;

s) Etude des animaux sauvages en tant que source potentielle de nourriture;

t) Recherches en matière d'agro-météorologie, notamment dans les régions fréquemment affectées par la sécheresse, et d'autres aléas climatiques;

u) Mise en valeur des pêcheries, y compris la conservation des produits de la pêche;

v) Mise en valeur des ressources forestières grâce à des programmes appropriés pour leur mise en valeur et leur conservation;

w) Création et/ou renforcement d'institutions s'occupant de technologie alimentaire et mise au point de nouvelles denrées alimentaires à partir des produits agricoles existants;

x) Organisation de programmes d'enseignement et de formation destinés notamment au personnel agricole de supervision et de vulgarisation;

y) Fourniture de ressources adéquates pour le développement de l'agriculture;

z) Remembrement équitable des terres;

aa) Mise au point de produits alimentaires spéciaux pour le bétail à partir de déchets agricoles et industriels enrichis.

2. Niveau régional

a) Création de centres bio-climatologiques sous-régionaux;

/...

- b) Coopération pour les projets de mise en valeur des ressources en eau pour l'irrigation;
- c) Création ou renforcement de centres régionaux et sous-régionaux de recherche agronomique;
- d) Création ou renforcement de centres de lutte contre les insectes nuisibles, notamment les insectes nuisibles migrants;
- e) Etablissement de centres ou création de programmes de lutte contre les principales maladies du bétail;
- f) Mise en oeuvre de programmes d'éradication de la mouche tsé-tsé;
- g) Mise au point d'instruments agricoles convenant à divers usages et adaptables à des conditions variées;
- h) Recherches sur de meilleures techniques agricoles, et mise au point et utilisation de ces techniques tant pour les cultures traditionnelles que pour les nouvelles cultures;
- i) Recherche sur les procédés d'élevage et les techniques d'alimentation du bétail; amélioration et mise en application de ces procédés;
- j) Création d'une banque de plasma;
- k) Création de centres de sciences et de techniques marines;
- l) Création de centres de recherche pour l'amélioration génétique des principales espèces d'arbres;
- m) Création de centres d'enseignement et de formation pour le personnel agricole de supervision et de vulgarisation notamment.

3. Niveau international

a) Pays développés

- i) Fourniture d'un appui pour l'exécution des programmes susmentionnés aux niveaux national et régional;
- ii) Etablissement de termes de l'échange favorables, particulièrement en ce qui concerne les prix des produits agricoles transformés et primaires;
- iii) Octroi d'un traitement préférentiel aux pays africains dans les domaines de la vente et de l'approvisionnement, en ce qui concerne le pétrole, les engrais et les pesticides;

/...

- iv) Octroi d'un traitement préférentiel en matière de développement de l'agriculture des pays sujets à de fréquentes périodes de sécheresse et à la désertification;
 - v) Application, au niveau international, des recommandations de la Conférence des Nations Unies sur la désertification relatives à l'alimentation et à l'agriculture;
 - vi) Application dans la région, de la science et de la technique, dans un effort concerté pour accroître la production locale de ressources vivrières et d'autres produits de première nécessité.
- b) Système des Nations Unies
- i) Fourniture d'une assistance financière et matérielle de l'Organisation météorologique mondiale dans le domaine de l'agriculture;
 - ii) Fourniture d'une assistance par les institutions compétentes des Nations Unies, pour aider les pays africains à mettre au point des variétés à haut rendement et des techniques agricoles perfectionnées, ainsi qu'à créer des agro-industries et à entreprendre des activités dans le domaine de l'agro-météorologie et de l'hydraulique.

E. Habitat et urbanisme

1. Niveau national

- a) Formulation de politiques efficaces et raisonnables en matière d'urbanisme et d'habitat, qui prendraient en considération les secteurs d'habitation à densité élevée et basse, avec l'appui de la science et de la technique :
- i) Mise au point de conceptions de planification urbaines et rurales;
 - ii) Mise au point de matériaux de construction traditionnels et nouveaux fabriqués à partir de ressources locales;
 - iii) Mise au point de méthodes appropriées et peu coûteuses de construction;
 - iv) Création de bureaux nationaux pour les normes de construction, en vue de normaliser les matériaux et les éléments de construction, en ce qui concerne leurs dimensions, leur composition, leurs qualités, leur fonctionnement et les méthodes de fabrication et de contrôle.
- b) Mise au point de services publics adéquats, en particulier pour l'approvisionnement en eau et les systèmes d'évacuation des eaux usées et des déchets;

/...

c) Mesures visant à encourager la constitution d'organismes locaux de consultants qui participeraient à la mise au point de techniques appropriées de conception et de construction et pourraient promouvoir le transfert effectif de techniques adaptées aux besoins locaux;

d) Promotion de la création de petites unités manufacturières pour la production de matériaux et d'éléments de construction;

e) Elaboration de projets de recherche sur les matériaux de construction locaux ou renforcement des projets existants.

2. Niveau régional

a) Renforcement de certains centres nationaux de formation pour le personnel spécialisé en architecture, en urbanisme et en technique de construction dans les régions tropicales;

b) Renforcement de la capacité de recherche de ces centres en vue de la mise au point de matériaux de construction locaux;

c) Arrangements sous-régionaux et régionaux en vue de la planification, de la conception et de la construction de logements.

3. Niveau international

a) Création d'un fonds destiné à financer la formation de la main-d'oeuvre aux techniques de l'urbanisme et de l'habitat;

b) Fourniture d'un appui financier par le biais de bourses pour la formation de la main-d'oeuvre dans les domaines suivants : mise en valeur des ressources en eau, évacuation des déchets, urbanisme et construction de routes;

c) Renforcement des organismes des Nations Unies s'occupant de l'urbanisme et de l'habitat dans la région.

F. Santé et assainissement

1. Niveau national

- a) Lutte contre les maladies transmissibles par la lutte contre les vecteurs, le diagnostic et le traitement des maladies et programmes d'immunisation;
- b) Amélioration de la planification nationale de la santé, mise en oeuvre et évaluation des secteurs suivants :
 - i) Education sanitaire du public;
 - ii) Amélioration de l'infrastructure des services de santé;
 - iii) Amélioration de la situation nutritionnelle et de la santé maternelle et infantile;
 - iv) Recherche sur la sécurité et la dépendance en matière de médicaments;
 - v) Programmes de planification de la famille sûrs et répondant aux règles de l'éthique.
- c) Recherche sur les plantes médicinales et sur la médecine traditionnelle;
- d) Protection des travailleurs agricoles et industriels contre les maladies professionnelles;
- e) Mise au point d'une technologie sanitaire appropriée;
- f) Formation du personnel sanitaire.

2. Niveau régional

- a) Création de centres de recherche sur les plantes médicinales et les médicaments traditionnels;
- b) Lutte contre les maladies transmissibles aux niveaux sous-régional et régional;
- c) Aide à la formation de personnel sanitaire de niveau élevé pour l'enseignement et la recherche.

3. Niveau international

- a) Lutte contre les maladies contagieuses et transmissibles;
- b) Formation de personnel médical et paramédical;

/...

c) Elaboration de programmes conjoints de recherche sanitaire en coopération avec les autres régions, notamment avec les pays qui ont des problèmes analogues.

G. Transports et communications

1. Niveau national

a) Amélioration et extension des services de transport routier grâce aux moyens suivants :

- i) Création d'instituts nationaux des transports chargés des études économiques et techniques des différents projets;
- ii) Création de bureaux d'études pour la planification et la conception des routes;
- iii) Organisation rationnelle des services de transport routier;
- iv) Amélioration de l'organisation des entreprises nationales chargées de l'entretien des routes;
- v) Construction de routes de desserte dans les zones rurales ou amélioration des routes existantes;
- vi) Participation à la décennie des transports et des communications en Afrique;

b) Renforcement des transports ferroviaires grâce aux moyens suivants :

- i) Amélioration de l'exploitation des lignes de chemin de fer existantes;
- ii) Adaptation de dispositifs permettant de relier entre eux des réseaux ferroviaires de spécifications techniques différentes;
- iii) Modernisation des installations de chargement et de déchargement aux points terminaux des lignes de chemin de fer;
- iv) Amélioration des services d'entretien de l'équipement ferroviaire.

c) Mise en valeur et amélioration des transports par voie navigable intérieure et des transports maritimes;

d) Amélioration de l'efficacité du fonctionnement des ports;

e) Création et amélioration des installations et des services pour les transports aériens;

/...

f) Création et amélioration de réseaux et de services de télécommunications grâce aux moyens suivants :

- i) Amélioration et expansion des réseaux nationaux;
- ii) Mise au point de critères techniques pour la planification des réseaux et des services nationaux de télécommunications;
- iii) Entretien des réseaux et du matériel de télécommunications;
- iv) Amélioration des liaisons de télécommunications avec les pays africains voisins;
- v) Création d'une industrie des télécommunications et de l'électronique.

g) Formation de personnel dans tous les domaines et à tous les niveaux des transports et communications.

2. Niveau régional

- a) Achèvement du réseau routier transafricain;
- b) Création et amélioration des réseaux et des services sous-régionaux et régionaux de télécommunications;
- c) Etude des possibilités de liaisons entre des réseaux ferroviaires de spécifications techniques différentes;
- d) Organisation de conférences, séminaires et colloques sous-régionaux et régionaux consacrés aux sujets suivants :
 - i) Amélioration des transports et des communications et recherche-développement dans ce domaine;
 - ii) Harmonisation des formalités administratives de douane et d'immigration, et adoption de nomenclatures, de documentations et de législations identiques par tous les pays de la région.
- e) Création de lignes interafricaines de transport aérien et amélioration du transport des marchandises et du courrier par avion;
- f) Création de services techniques sous-régionaux et régionaux pour l'entretien des avions;
- g) Création de lignes multinationales de transports maritimes et de transports par voie navigable intérieure;
- h) Renforcement de la coopération entre pays africains voisins (harmonisation des signaux routiers et des limites de charges par essieu) pour permettre la construction de l'infrastructure et de l'équipement voulus pour rendre les communications internationales aussi aisées que possible.

/...

3. Niveau international

- a) Assistance de l'Union internationale des télécommunications pour la mise en place rapide d'un réseau panafricain de télécommunications;
- b) Assistance pour la mise en oeuvre des programmes susmentionnés aux niveaux national et régional.

H. Ressources naturelles

1. Niveau national

- a) Etablissement d'une base pour l'inventaire, la mise en valeur, la planification et la gestion des ressources nationales de chaque pays africain;
- b) Réalisation d'études complètes sur l'offre et la demande d'énergie dans les zones rurales et urbaines;
- c) Réalisation d'études nationales sur les sources possibles d'énergie, ayant pour objet :
 - i) De recenser les sources classiques et non classiques d'énergie existant dans chaque pays et d'étudier leur utilisation actuelle;
 - ii) D'étudier la possibilité d'obtenir de l'énergie supplémentaire en utilisant des techniques de pointe.
- d) Intensification des efforts déployés pour mettre au point, adapter et transférer les techniques relatives à la mise en valeur, à l'utilisation directe et à la conversion d'énergie de sources non classiques (énergie géothermique, éolienne et solaire et gaz de fermentation);
- e) Mise en valeur et utilisation rationnelle des ressources naturelles;
- f) Formation de personnel national pour fournir les services spécialisés nécessaires à la mise en valeur des ressources naturelles;
- g) Création de services nationaux de documentation qui rassembleront et diffuseront les informations sur les ressources naturelles.

2. Niveau régional

- a) Etudes sous-régionales et régionales sur l'offre et la demande potentielles d'énergie;
- b) Coopération pour l'exploitation et la mise en valeur sur une grande échelle des ressources énergétiques, en particulier entre pays voisins;
- c) Promotion du commerce de l'énergie;

/...

d) Promotion de la fabrication en commun d'appareils et de machines pour la mise en valeur, l'utilisation directe et la conversion de l'énergie, pour les pays où le marché est trop restreint;

e) Promotion de la coopération régionale en matière de recherche sur les ressources naturelles, surtout en ce qui concerne la prospection et l'utilisation des ressources naturelles du continent;

f) Développement de la recherche, de l'enseignement et de la formation dans le domaine des ressources naturelles grâce à la création d'institutions de formation et de centres de recherche à l'échelon sous-régional et régional;

g) Création et promotion de sociétés et d'institutions multinationales africaines pour la prospection des ressources minérales et l'utilisation de l'énergie et des ressources en eau;

h) Création de centres sous-régionaux pour la mise en valeur des ressources minérales;

i) Création de centres multinationaux pour les sciences et les techniques marines;

j) Recours aux techniques de pointe comme la télédétection pour la prospection des ressources naturelles et l'établissement de levés.

3. Niveau international

a) Assistance pour l'exécution des programmes susmentionnés aux niveaux national et régional;

b) Promotion de la coopération internationale dans le domaine de la prospection, de la mise en valeur et de l'utilisation des ressources naturelles du continent.

I. Base industrielle

1. Niveau national

a) Etablissement de liens entre les stratégies nationales d'industrialisation d'une part et les politiques et les activités en matière de science et de technique de l'autre;

b) Accélération du développement des industries fondé sur une transformation maximale - en particulier pour l'exportation - ainsi que sur l'utilisation des ressources et des matières premières locales;

c) Passage, chaque fois que cela est possible, à un niveau supérieur d'industrialisation, par exemple pour la fabrication de biens intermédiaires et de biens d'équipement;

/...

d) Application de mesures spéciales pour supprimer les obstacles au développement de l'industrie, mettre en place l'infrastructure nécessaire, élaborer les politiques de soutien et conclure les arrangements institutionnels nécessaires à l'accélération de l'industrialisation;

e) Mise en place de centres de gestion et de productivité.

2. Niveau régional

a) Adoption d'une stratégie d'industrialisation progressive pour l'Afrique, visant à accroître substantiellement la part du continent dans la production industrielle mondiale et à réduire ainsi sa dépendance à l'égard des produits manufacturés; création d'une base industrielle solide en Afrique;

b) Coordination et harmonisation des politiques et des programmes d'industrialisation dans la région, mise en place d'institutions régionales pour la recherche et la formation dans le domaine industriel et établissement de réseaux efficaces pour les activités et les programmes relatifs à l'industrie.

3. Niveau international

a) Les pays développés devraient abolir les barrières douanières imposées aux produits manufacturés en provenance d'Afrique et accorder un traitement préférentiel à ces produits;

b) Les pays développés devraient aider les pays africains à créer des industries pour la fabrication de biens intermédiaires et de biens d'équipement;

c) Le continent africain a la possibilité de suivre la tendance actuelle consistant à créer certains centres de production dans des pays en développement, tout particulièrement dans ceux où l'on trouve des ressources matérielles et une main-d'oeuvre peu coûteuse. Les pays développés sont invités à étudier ces possibilités et à profiter des facilités offertes par la région africaine dans ce domaine.

J. Technologie rurale

1. Niveau national

a) Octroi d'un rang de priorité élevé à la formation d'artisans ruraux et d'autres membres des collectivités rurales en ce qui concerne l'utilisation, l'entretien et la réparation des machines agricoles et autres utilisés dans leur collectivité;

b) Développement des services de vulgarisation fournis aux collectivités rurales et participation accrue du personnel national de R-D aux activités de ces services;

c) Fourniture de ressources matérielles et diffusion d'informations pour permettre aux familles rurales d'avoir accès à des techniques agricoles et alimentaires améliorées;

/...

d) Recherche de techniques intermédiaires appropriées pour l'amélioration des conditions de vie, la diversification de la production et l'accroissement des revenus des collectivités rurales, en ce qui concerne le logement, les petites unités de production, la transformation limitée des produits agricoles et l'utilisation des déchets de toute espèce;

e) Insistance sur la nécessité de recherches intensives sur le rôle de la femme, en particulier dans l'agriculture et au foyer, afin d'introduire des techniques améliorées qui leur faciliteraient la tâche.

2. Niveau régional

a) Echange, au niveau régional, de données d'expérience et d'informations relatives aux recommandations susmentionnées;

b) Organisation, au niveau régional, de programmes d'échange et de séminaires à l'intention du personnel des services de vulgarisation des divers pays de la région chargé d'introduire de nouveaux concepts et procédés techniques dans les zones rurales.

3. Niveau international

a) Pays développés

Fourniture d'une assistance, essentiellement dans le cadre des programmes de R-D, mais aussi en tirant parti des connaissances et des compétences techniques existantes, afin de permettre aux pays de la région de tirer le maximum de profit des techniques rurales dans les secteurs précités.

b) Système des Nations Unies

Organisation de programmes rationnels conçus spécialement pour aider les pays africains à répandre l'usage des techniques (voir exemples cités plus haut) susceptibles de modifier de façon radicale la vie dans les régions rurales et la production des pays africains.

K. Sécheresse et désertification

1. Niveau national

a) Mobilisation progressive des populations des zones désertiques et de la région soudano-sahélienne en vue de la lutte contre la sécheresse et la désertification;

b) Création d'instituts nationaux d'étude et de recherche sur les phénomènes de sécheresse et de désertification;

c) Poursuite des activités en cours dans le domaine de la lutte contre la sécheresse et la désertification.

2. Niveau régional

a) Création et renforcement d'organismes régionaux de lutte contre la sécheresse et la désertification;

b) Assistance financière et matérielle aux organismes africains existants /Comité permanent interétats de lutte contre la sécheresse dans le Sahel (CILSS) et Institut du Sahel/ pour les aider à réaliser leurs objectifs;

c) Mise en application au niveau national des recommandations de la Conférence des Nations Unies sur la désertification relatives à l'alimentation et à l'agriculture.

3. Niveau international

a) Mise en application des recommandations de la Conférence des Nations Unies sur la désertification;

b) Assistance des organisations internationales, des organes et des institutions du système des Nations Unies et des pays développés aux pays des zones désertiques et de la région soudano-sahélienne pour la lutte contre la sécheresse et la désertification;

c) Fourniture, par les institutions et organismes du système des Nations Unies, avec l'appui de tous les pays, d'une assistance spéciale aux pays sahéliens pour la promotion et la mise au point de techniques de lutte contre la sécheresse et la désertification.

L. Ressources énergétiques

1. Niveau national

a) Réalisation d'études détaillées sur l'offre et la demande d'énergie, dans les régions urbaines et rurales;

b) Réalisation d'enquêtes nationales sur les sources potentielles d'énergie, afin d'identifier :

i) Les sources d'énergie classiques et non classiques existant dans chaque pays et leur utilisation actuelle;

ii) Les possibilités d'accroître l'approvisionnement en énergie grâce à des techniques de pointe.

c) Intensification des efforts en vue de la mise au point, de l'adaptation et du transfert de techniques permettant l'exploitation, l'utilisation directe et la conversion de l'énergie de sources non classiques (énergie géothermique, éolienne et solaire et combustibles de fermentation, par exemple);

/...

d) Intensification des efforts en vue de populariser l'utilisation d'appareils efficaces fabriqués sur place ainsi que l'emploi de méthodes plus efficaces de conversion de l'énergie;

e) Mise en oeuvre de projets d'électrification rurale et d'autres projets d'approvisionnement en énergie des régions rurales, grâce à l'application des mesures sociales, économiques et techniques voulues;

f) Mise au point et fabrication locales des pièces ou du matériel nécessaires pour produire, transporter, distribuer et utiliser l'énergie;

g) Exécution de travaux intensifs de recherche théorique et appliquée (R-D) et formation de main-d'oeuvre, en ce qui concerne tous les aspects de l'énergie qui intéressent les divers pays, compte tenu de leur situation socio-économique;

h) Formation immédiate d'un groupe de spécialistes de l'énergie nucléaire qui participeraient à des stages à l'étranger, et acquisition d'un petit réacteur nucléaire qui servirait à la recherche et à la formation;

i) Adoption immédiate de mesures pour lutter contre les effets nocifs sur l'environnement des modes traditionnels d'utilisation de l'énergie.

2. Niveau régional

a) Réalisation d'enquêtes, aux niveaux sous-régional et régional, sur l'offre et la demande potentielles d'énergie;

b) Coopération en vue de la mise en valeur et de l'exploitation des ressources énergétiques importantes, notamment entre pays voisins;

c) Promotion des échanges de produits énergétiques;

d) Mesures propres à encourager la fabrication en commun de gros matériel et dispositifs d'exploitation, d'utilisation directe et de conversion de l'énergie, là où les débouchés nationaux pour ces produits sont trop restreints;

e) Promotion de la coopération régionale pour la recherche et la formation dans le domaine de l'énergie.

3. Niveau international

Assistance en vue de la mise en oeuvre des programmes énumérés ci-dessus, aux niveaux national et régional.

/...

V. RECOMMANDATIONS D'ACTION ADOPTEES PAR LA
COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'ASIE OCCIDENTALE

(Amman, 12-15 septembre 1978)

...

IV. POSSIBILITES DE CHANGEMENT ET RECOMMANDATIONS^{1/}

Au cours des deux derniers siècles, de nombreuses nations ont essayé de se doter d'une capacité technique adéquate. On a tiré bien des enseignements de leur expérience, qu'elle ait été couronnée de succès ou ait échoué, quant à la nature des processus en jeu. Il apparaît que la réalisation d'une autonomie satisfaisante dans le domaine de la science et de la technique résulte d'un effort intérieur soutenu et déterminé de la part de la communauté. Le niveau et le type des techniques prévalant dans telle ou telle société reflètent l'économie politique de cette société. Les pays en développement éprouvent des difficultés considérables à réorienter leur économie politique dans un sens qui mette l'accent sur l'autonomie dans le domaine de la science et de la technique. La région arabe connaît des difficultés communes à tous les pays les moins développés mais au stade où elle en est de son histoire économique, elle bénéficie de trois éléments importants qui peuvent jouer à son avantage : des ressources financières, énergétiques et humaines suffisantes. Il faut déployer des efforts considérables pour exploiter ces éléments, car le passé montre clairement qu'ils ne suffisent pas en eux-mêmes à provoquer un changement technique.

Les recommandations sont regroupées selon quatre niveaux : en premier lieu, les niveaux national, régional et international confondus; en second lieu, le niveau national; en troisième lieu, le niveau régional; enfin, en quatrième lieu, le niveau international. Il importe de souligner ici que le niveau national est le plus important et est absolument déterminant pour tous les pays de la région. Le niveau régional présente plusieurs traits spécifiques qui ont attiré l'attention des gouvernements comme des planificateurs. Les pays de la région de la CEAQ - tout comme le monde arabe dans son ensemble - ont des caractéristiques complémentaires qui pourraient servir de base à des programmes rationnels et efficaces de coopération régionale. Malheureusement, jusqu'à présent, la coopération régionale, sous ses divers aspects, a été plutôt marginale par rapport aux activités de coopération entreprises par les Etats de la région avec le monde non arabe. Une politique d'autonomie technique implique nécessairement une coopération régionale renforcée.

Les difficultés auxquelles se heurtent les programmes ou accords régionaux tiennent souvent à la faiblesse de la base nationale. Il est en quelque sorte plus facile pour les différents pays de la région d'entreprendre des programmes nationaux plutôt que des programmes régionaux. C'est pourquoi les recommandations mettent l'accent sur le renforcement de la base nationale dans le domaine de la science et de la technique. Heureusement, une vaste gamme de possibilités s'offrent à tous les pays de la région.

^{1/} Extraits du rapport de la deuxième réunion régionale préparatoire organisée par la CEAQ à Amman du 12 au 15 septembre 1978.

/...

Les recommandations ci-après visent à surmonter l'un des principaux obstacles à une meilleure utilisation de la science et de la technique en vue du développement. L'absence de relations fonctionnelles et d'intégration adéquates entre sociétés, ministères, politiques et institutions s'occupant de la science et de la technique constitue l'un des obstacles fondamentaux. C'est pourquoi on met nettement l'accent dans les recommandations sur le renforcement des institutions technologiques existantes, le rassemblement des informations pertinentes et la mise au point de nouvelles approches s'agissant de la planification et de l'exécution des projets.

IV.1 Recommandations applicables aux trois niveaux

Cinq recommandations générales valent pour les niveaux national, régional et international.

IV.1.1 Les Etats arabes, la CEA0, l'Organisation de la Ligue arabe pour l'éducation, la science et la culture (ALESCO), la Fédération des conseils arabes de recherche scientifique et la Conférence régionale des ministres des Etats membres arabes chargés de l'application de la science et de la technique au développement (CASTARAB) devraient étudier dans une perspective analytique les méthodes de travail des organes chargés de mettre en oeuvre les résolutions nationales et régionales relatives à la science et à la technique et d'examiner dans quelle mesure elles sont appliquées au développement et influent sur lui; ils devraient aussi analyser les dernières expériences des Etats arabes s'agissant de l'adoption et de l'application des plans scientifiques et techniques.

IV.1.2 Il faudrait encourager la coopération entre les parties compétentes des pays les moins développés et les universités et instituts scientifiques des pays développés en vue d'orienter la recherche et les études supérieures des étudiants originaires des pays les moins développés travaillant dans ces universités et instituts vers la solution des problèmes scientifiques des pays les moins développés et l'application des résultats ainsi obtenus à ces pays, et non la solution des problèmes techniques des pays développés, sans intérêt pour les pays les moins développés d'où viennent ces étudiants. Il faudrait que des universitaires des pays développés soient invités à travailler dans des universités et institutions spécialisées des pays les moins développés, dans le domaine de la recherche scientifique.

IV.1.3 Il faudrait s'efforcer d'appliquer les recommandations de la CASTARAB relatives au transfert et à l'application de la technologie au développement, formulées à la Conférence de Rabat en 1976, ainsi que les recommandations du séminaire de la Fédération des conseils arabes de recherche scientifique, tenu à Bagdad en mars 1978.

IV.1.4 Il faudrait prendre les mesures voulues, aux niveaux national, régional et international, pour encourager l'emploi et la formation d'un personnel arabe compétent et qualifié, en particulier dans les domaines scientifique et technique, enrayer l'exode des cadres arabes et offrir des possibilités d'emploi adéquates et les facilités essentielles aux ressortissants qualifiés des pays de la région.

/...

IV.1.5 Il faudrait que tous les Etats arabes et les organisations arabes et internationales appuient les activités des associations professionnelles du monde arabe visant à réaliser leurs objectifs de développement industriel, en les aidant à établir des bulletins, des brochures ainsi que des publications scientifiques, techniques et statistiques, à former de la main-d'oeuvre, à assurer la formation en cours d'emploi dans les établissements industriels et à mener des études techniques et des recherches dans le domaine de la production.

IV.2 Recommandations au niveau national

Les pays de la région de la CEAQ savent les avantages que présente la technique et leurs gouvernements déploient des efforts considérables pour s'en assurer certains. Mais, comme on l'a indiqué à la section III, les fonds et l'attention consacrés à l'acquisition de produits finis et d'avantages directs dépassent largement les efforts exercés pour obtenir un progrès scientifique et technique réel. L'essentiel des fonds (98 p. 100 probablement), consacrés au développement dans la région allant aux programmes nationaux, tout progrès sensible des capacités technologiques de la région dépend d'abord des politiques et des efforts nationaux. Heureusement, les activités nationales peuvent porter sur un domaine assez vaste.

L'objectif des recommandations nationales est de redresser les déséquilibres graves des politiques nationales actuelles. Ces recommandations peuvent, à condition qu'on en ait la volonté concrète, être appliquées par tous les Etats de la région. La stratégie qu'il est recommandé de suivre pour renforcer l'infrastructure scientifique et technique repose sur les éléments suivants : meilleure compréhension des problèmes en jeu, effort d'information et mise en place d'organisations professionnelles, d'institutions et de politiques. Tous ces facteurs sont interdépendants et la détermination d'un pays se mesure à l'importance qu'il attache à chacun de ces facteurs. Ils impliquent tous des dépenses financières mais ces dépenses sont sans doute négligeables comparées à ce qu'il en coûterait aux pays s'ils n'adoptaient pas une telle stratégie.

IV.2.1 Sensibilisation et rassemblement de données

La science et la technique requièrent avant tout une société très consciente des problèmes et bien informée. Les recommandations suivantes sont formulées à cette fin :

IV.2.1.1 Prévision des fonds nécessaires pour permettre la réalisation d'études indépendantes sur les projets passés, afin d'évaluer la valeur de la méthode d'application suivie.

IV.2.1.2 Efforts en vue de faire saisir de façon générale les aspects qualitatifs et quantitatifs ainsi que le caractère minutieux du processus de rassemblement des données; de constituer une banque de données sur des bases scientifiques saines; d'obtenir des renseignements détaillés sur les projets publics et privés et de les communiquer à ceux qui ont à prendre des décisions et à ceux qui sont touchés par ces décisions.

IV.2.1.3 Création d'un groupe de la technologie chargé d'analyser les effets que des stratégies particulières de transfert de technologie ont sur les politiques de développement.

/...

IV.2.2 Caractère et portée de la R-D

Il s'agit ici de deux aspects des activités nationales de recherche : le financement et la gestion. On ne peut attendre des centres nationaux de recherche qu'ils contribuent davantage au développement technologique de leur pays respectif et de la région si les ressources consacrées aux activités de R-D ne sont pas sensiblement accrues pour atteindre 2 ou 3 p. 100 du PNB et si les pratiques actuelles de leur gestion ne sont pas radicalement transformées. Jusqu'à présent, dans aucun pays de la CEA0, les activités de R-D n'ont atteint l'objectif de 1 p. 100 du PNB qui avait été proposé dans le Plan d'action mondial au début des années 70. De plus, si l'on veut que les centres de R-D offrent à leur personnel des conditions de travail favorables et qu'ils aient les moyens, sur les plans de la planification et de la gestion, de consacrer leurs ressources aux problèmes essentiels, ils doivent disposer d'organes directeurs informés et compétents. Ces organes directeurs devraient être à la fois autonomes et responsables. L'autorité et la responsabilité ministérielles ne devraient pas aller au-delà du financement et de la participation d'un ou de plusieurs représentants à l'organe directeur. Chaque établissement devrait pouvoir mettre au point ses politiques en matière de personnel, son barème de rémunération, sa structure de carrière et ses pratiques administratives propres. Par conséquent, il serait bon :

IV.2.2.1 Que tous les pays accroissent leurs dépenses de R-D pour permettre à leurs centres respectifs chargés de l'application de la science et de la technologie de fonctionner de manière optimale.

IV.2.2.2 Que tous les centres de recherche disposent librement des devises nécessaires à leurs achats de livres, périodiques, fournitures et matériel.

IV.2.2.3 Que chaque institut de recherche publie un rapport périodique sur l'état de ses activités; ce rapport contiendrait de brefs renseignements sur les établissements : les noms et titres de tous les cadres, la date de fondation, le budget, une liste de l'ensemble du personnel par spécialité, les ressources financières et les installations, une analyse de chaque projet de recherche en cours et une bibliographie annotée de références et de publications.

IV.2.2.4 Qu'un organe général soit créé pour étudier les projets industriels et leurs conséquences sur l'environnement et sur la population, ainsi que la protection des ressources naturelles, agricoles, minérales et en eau contre la pollution industrielle.

IV.2.3 Intégration des organisations professionnelles, des sociétés, des institutions et des politiques nationales

L'un des principaux obstacles à une mobilisation intégrale de la main-d'oeuvre existante et des ressources institutionnelles des pays les moins avancés réside dans la dispersion des différentes communautés scientifiques et techniques. Afin d'instaurer une unité structurelle entre ces divers éléments, il conviendrait d'appliquer les recommandations suivantes :

/...

IV.2.3.1 L'Etat devrait accorder à toutes les organisations professionnelles nationales (ingénieurs, médecins, géologues, enseignants, etc.) les ressources financières nécessaires pour constituer des bibliothèques et organiser des stages de formation et de recherche ainsi que des séminaires professionnels.

IV.2.3.2 Les établissements d'enseignement devraient entreprendre des études sur le terrain pour évaluer les activités de leurs diplômés et en tirer les conclusions sur le plan des programmes d'enseignement.

IV.2.3.3 Tout nouveau projet technique important à l'examen devrait donner lieu à l'organisation de séminaires de formation, d'étude et de recherche communs auxquels participeraient sociétés, ministères, organisations professionnelles et départements universitaires. Ces séminaires auraient pour but d'attirer l'attention des communautés professionnelles intéressées sur les nouvelles techniques qu'il pourrait y avoir lieu d'utiliser ou d'introduire, et les inciter à mettre au point des programmes spéciaux de formation ainsi qu'à définir les directions dans lesquelles engager l'enseignement universitaire, les programmes de recherche, les installations industrielles, l'utilisation des ressources, etc. Ces séminaires devraient être d'une très haute qualité technique et être soigneusement organisés.

IV.2.4 Renforcement de la recherche et des études universitaires dans les établissements nationaux d'enseignement supérieur

L'aliénation qui résulte des études poursuivies à l'étranger ne peut être abolie que si l'on développe dans les universités nationales les travaux de recherche consacrés à la solution des problèmes locaux dans les domaines de la science et de la technique. Il est recommandé :

IV.2.4.1 Que les universités fixent elles-mêmes les priorités des activités scientifiques relatives au développement et aux autres objectifs nationaux et qui ont des répercussions technologiques, en fonction des ressources disponibles sur le plan national, et que les ressources nécessaires aux activités scientifiques intéressant les besoins essentiels du pays soient allouées de manière adéquate et précise en fonction des plans du pays à court et à long terme.

IV.2.4.2 Que chaque université, établissement d'enseignement supérieur et centre de recherche définisse les services qu'il offre et le type de recherches qu'il entreprend dans le cadre d'une mobilisation générale de ces institutions au service des projets de développement du pays et, en particulier, de ceux qui intéressent les secteurs de l'agriculture, du logement, de la santé et des transports et de ceux relatifs à la fourniture de denrées alimentaires et d'autres produits de première nécessité.

IV.2.4.3 Que les universités participent à la vie des communautés auxquelles elles appartiennent et que les moyens de financement nécessaires à la conduite de recherches et d'études qui encouragent les progrès d'une mentalité scientifique et technologique dans la communauté soient prévus.

/...

IV.2.5 Conception de projet et technologie

Les activités relatives à la conception et à l'exécution des projets, qu'il s'agisse du génie civil, de l'agriculture ou de l'industrie, sont celles qui font le plus appel à la technologie. On dit souvent que celle-ci est cristallisée dans le produit final. Il est plus exact de dire que la technologie est enfouie sous le produit final car elle entre peu en ligne de compte dans le fonctionnement des installations au sol. Par exemple, la technologie utilisée pour construire un barrage ou un port est de peu d'utilité pour les techniciens qui font fonctionner ces installations. Les phases de conception ou d'exécution d'un projet sont riches en possibilités de transfert efficace de technologie. A moins que des mesures réelles ne soient prises pour associer les institutions nationales et régionales à la conception et à l'exécution des projets, les efforts de R-D et de formation risquent de se révéler inefficaces. Aussi, il est recommandé :

IV.2.5.1 Que chaque gouvernement crée un ou plusieurs bureaux consultatifs et renforce les sociétés existantes qui ont pour fonction d'effectuer des études de préinvestissement et des études de faisabilité des projets économiques et techniques, notamment les plans et les dossiers de soumission et d'offrir aux responsables de la planification, de l'exécution et du financement, des conseils et des recommandations concernant les techniques qui pourraient être utilisées dans les projets à l'étude.

IV.2.5.2 Que l'on encourage activement les bureaux d'études et les entrepreneurs nationaux capables de faire des études de système et de faire fonction d'entrepreneur principal et que l'on distingue clairement les bureaux d'études nationaux des représentants de sociétés étrangères afin d'appuyer principalement les institutions nationales.

IV.2.5.3 Que les principaux organismes publics, les industries nationales et les banques nationales de développement financent la création d'emplois supplémentaires et de programmes destinés à des techniciens spécialisés dans les universités, les centres de R-D (nationaux et régionaux) et les principales sociétés.

IV.2.5.4 Que des séminaires spécialisés sur la gestion et l'exécution des projets ainsi que sur la gestion de la technologie soient organisés sur une vaste échelle afin de former et de recycler le personnel spécialisé dans le cadre des plans administratifs de développement de chaque pays arabe.

IV.2.5.5 Que chaque Etat passe en revue les attributions techniques de ses organismes techniques nationaux et fournisse les moyens nécessaires pour les mobiliser et les renforcer afin de disposer de services de consultants, d'entrepreneurs et de sous-traitants dans le cadre d'un plan scientifique et technique s'intégrant dans le plan de développement national.

IV.2.6 La technologie et les besoins essentiels

Sur les 80 millions d'habitants de la région de la CEA0, on estime que 60 à 70 p. 100 souffrent de malnutrition, vivent dans des logements inadéquats et éprouvent toutes sortes d'autres difficultés. La science et la technologie sont un élément indispensable pour soulager ces détresses, mais elles ne sont pas en elles-mêmes suffisantes pour les supprimer. La satisfaction des besoins essentiels d'une proportion aussi importante de sa population demeure un objectif pour l'ensemble de la société arabe. Toutes les recommandations figurant dans les sections IV.2.1 à IV.2.5 devront viser, si elles sont correctement appliquées, à résoudre l'aspect technologique des problèmes dans les régions rurales et les taudis urbains.

Afin que les individus soient plus étroitement associés à ces questions, il est recommandé :

IV.2.6.1 Que les plans de développement globaux et leurs éléments scientifiques et techniques comportent au niveau de l'individu un système d'incitation socio-économique stable et intégré, dont la création et l'organisation traduiraient la détermination du gouvernement de considérer le renforcement et la vulgarisation des applications de la science et de la technique au développement comme l'une des fonctions fondamentales de l'individu, de l'institution et de l'organisation.

IV.3 Recommandations au niveau régional

La valeur des contrats passés entre la région de la CEA0 et le reste du monde pour la conception et l'exécution de projets techniques a atteint un montant extraordinaire et serait actuellement de l'ordre de 30 milliards de dollars par an. La conception et l'exécution de ces projets, dont on a déjà examiné l'importance sur le plan national, offrent de nombreuses possibilités sur le plan régional en matière de transfert de techniques, de promotion de l'autosuffisance, de création d'emplois et de réduction des coûts des projets. La recommandation IV.3.1.1 sur la conception et l'exécution des projets constitue la force motrice de la stratégie exposée dans le rapport régional.

Le Centre régional arabe pour le transfert et la mise au point des techniques (recommandation IV.3.2), qui est organisé d'après le modèle proposé par la CEA0 le 24 mars 1978 (E/ECWA/NR/CTT/2/Rev.2) constitue un point d'appui important pour une telle stratégie. La recommandation IV.3.3 vise le renforcement de tous les organismes régionaux arabes qui s'occupent de questions techniques, comme par exemple le Centre de développement industriel pour les Etats arabes (CDIEA), le Centre arabe d'études des terres arides et des zones désertiques, l'ALECSO, le Conseil de l'unité économique arabe (CUEA), la Fédération des conseils arabes de recherche scientifique, la CASTARAB, etc. L'accroissement des ressources, des effectifs et des moyens de ces organismes permettra de renforcer les liens de coopération et d'intensifier les transferts de données d'expérience pertinentes entre les pays arabes.

Plusieurs recommandations visant la création de banques de données adaptées, la mobilisation des ressources existantes en matière d'information et la création d'instituts et de centres de recherche dans le monde arabe sont également proposées.

/...

En conséquence, il est recommandé :

IV.3.1.1 Que les Etats de la région s'efforcent, individuellement et collectivement, de développer leurs aptitudes à concevoir et à exécuter des projets courants, en particulier dans les domaines du génie civil, du pétrole et de la pétrochimie.

IV.3.1.2 Que les Etats de la région établissent conjointement, dans le cadre de leur secteur public ou de leur secteur privé national, des sociétés arabes indépendantes ayant des ressources suffisantes pour créer des centres qui soient non seulement dotés d'un potentiel industriel mais soient également en mesure de faire des études de faisabilité, de concevoir et d'exécuter des projets et de mener des activités de R-D.

IV.3.1.3 Que les Etats arabes - individuellement et collectivement - créent, au sein de leur secteur public ou de leur secteur privé national, des sociétés spécialisées dans la mise au point, la conception et la réalisation de projets dans le cadre des complexes de traitement du pétrole et du gaz de la région et des entreprises agricoles.

IV.3.1.4 Que tout nouveau projet entrepris dans la région comporte des clauses restrictives en ce qui concerne les contrats de sous-traitance et d'achat tant pour la phase de conception que pour la phase de réalisation, les restrictions précises étant définies en fonction de la capacité technique de la région ainsi que des accords conclus entre les Etats arabes à cet égard.

IV.3.2 Centre régional arabe pour le transfert et le développement des techniques

Il est recommandé que :

IV.3.2.1 Que les Etats arabes qui le désirent créent le Centre régional arabe pour le transfert et la mise au point des techniques sur la base des résultats de la réunion spéciale consacrée à cette question qui a eu lieu du 16 au 18 septembre 1978.

IV.3.3 Organismes régionaux

Tous les organismes régionaux arabes qui s'occupent des questions scientifiques et techniques, que ce soit directement (comme l'ACSAD, le CDIEA, l'ALECSO, la Fédération des conseils arabes de recherche scientifique et la CASTARAB) ou indirectement (comme l'Organisation arabe du travail (OAT) et le CUEA) devraient se voir octroyer des ressources plus importantes et être renforcés du point de vue administratif.

En conséquence, il est recommandé :

IV.3.3.1 Que leur budget soit augmenté avant la fin de 1979.

IV.3.3.2 Que ces organismes soient tenus à l'écart des tensions politiques de la région et que leurs directeurs soient investis de responsabilités et d'une autorité plus grandes.

/...

IV.3.4 Informatique

Bien qu'aucun domaine technique n'ait évolué aussi vite que celui de l'informatique, les pays en développement, d'une manière générale, n'ont pas pris conscience de ce phénomène. L'information joue un rôle vital dans le processus de développement des différentes régions du monde, en particulier en ce qui concerne les efforts déployés par les pays les moins développés pour réduire l'écart qui les sépare des pays ayant atteint un niveau de développement supérieur. Les pays les moins développés auraient intérêt à tirer les enseignements des expériences pénibles et coûteuses qui ont été les leurs en matière d'industrialisation s'ils veulent éviter de tomber dans les mêmes pièges en abordant les techniques d'informatique. L'expérience a montré que les transferts de techniques et l'industrialisation ne sont pas des processus aussi simples qu'on leur a laissé entendre. Il faudra procéder à une planification méticuleuse des initiatives privées et déployer avec toute la prudence voulue les efforts considérables qui sont nécessaires pour que l'informatique puisse exercer son influence positive sur le processus de développement et pour que l'on puisse retirer les nombreux avantages qui en découlent. C'est la raison pour laquelle l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) et le Bureau intergouvernemental pour l'informatique ont décidé d'organiser une réunion internationale pour examiner les stratégies et politiques de traitement de l'information et pour déterminer les moyens grâce auxquels l'informatique pourrait contribuer au développement socio-économique et culturel. Les délégations des gouvernements ont demandé au Secrétaire général de l'UNESCO de présenter les recommandations qui ont été formulées à cet égard à l'Organisation des Nations Unies et à la Conférence des Nations Unies sur la science et la technique au service du développement, afin qu'une attention plus grande soit accordée à cette question.

Les Etats arabes pourraient accroître considérablement leur pouvoir de négociation pour ce qui est des contrats relatifs à des brevets et à des licences s'ils disposaient de données sur les conditions de leur utilisation tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de la région. En outre, une telle base de données permettrait aux Etats arabes d'avoir accès à la documentation nécessaire pour évaluer leurs pratiques nationales et la manière dont elles répondent aux changements de politique. Ce sont ces considérations qui ont amené à formuler les recommandations relatives au Registre arabe des licences.

La recommandation relative à l'établissement et à la mise à jour de la Liste régionale unifiée a été formulée parce qu'on s'est aperçu qu'il existait dans pratiquement tous les pays arabes un nombre considérable de rapports et d'études qui n'avaient pas été publiés et aussi parce qu'un programme prometteur est actuellement en cours de réalisation à l'Institut de recherche scientifique de Koweït.

En conséquence, il est recommandé :

IV.3.4.1 Que chaque pays s'efforce d'adopter dans le domaine de l'informatique une stratégie et une politique nationales qui soient en harmonie avec sa politique scientifique et sa politique de développement afin d'accroître le potentiel humain en matière d'informatique au niveau régional.

/...

IV.3.4.2 De créer un centre d'information et de documentation chargé en particulier d'établir et de tenir à jour un registre des licences, des brevets, des contrats et des accords de projet en vigueur ou en cours de négociation.

IV.3.4.3 D'étendre la liste régionale unifiée de l'Institut de recherche scientifique de Koweït à l'ensemble de la région de la CEA0 et d'appeler l'attention sur les rapports spécialisés non publiés dans les domaines économique, sociologique et technique.

IV.3.5 Vulgarisation de la science et des techniques

Un nombre de plus en plus important d'Etats de la région disposent maintenant de moyens de radio et de télédiffusion. Toutefois, bien que les appareils de réception soient plus répandus, il n'a pas encore été produit ni diffusé de programmes scientifiques et techniques destinés à familiariser la population avec les problèmes essentiels en matière de santé, d'environnement, d'agriculture, d'industrie et autres questions connexes. Il importe au plus haut point de réaliser une série complète de documentaires de qualité accompagnés de commentaires clairs pour expliquer à l'homme de la rue les phénomènes ordinaires ou exceptionnels qui caractérisent son environnement naturel ou artificiel immédiat.

Il est recommandé :

IV.3.5.1 Que les organismes nationaux de télé et de radiodiffusion établissent, en coopération avec l'ALECSO, une vaste série de programmes de ce type destinés à l'ensemble de la communauté et à des personnes appartenant à différents groupes d'âge et ayant des niveaux d'éducation différents.

IV.3.6 Organismes régionaux spécialisés

Vu la répartition géographique des ressources naturelles dans le monde arabe et la nature des techniques utilisées pour relier les opérations aux fins de l'exploitation économique de ces ressources, il est essentiel que les activités de recherche appliquée dans ce domaine soient menées à proximité de ces ressources. Afin d'éviter toute dissémination des capacités techniques dans la région, il importe d'éviter la prolifération de centres et de mettre l'accent sur la spécialisation, afin d'assurer un développement optimal de ces capacités.

En conséquence, il est recommandé :

IV.3.6.1 Que les pays arabes coopèrent avec des associations professionnelles nationales et régionales arabes et avec l'ALECSO, la Fédération des conseils arabes de recherche scientifique et la CASTARAB à la réalisation d'analyses détaillées de la mission, des fonctions et des travaux des centres de recherche, en vue de les évaluer, de les aider et de proposer la création de nouveaux centres, selon que de besoin.

IV.3.6.2 Que le monde arabe adopte les principes de la division du travail et de la spécialisation en vue de faciliter l'assimilation des techniques et leur application au développement; de fournir un appui à tous les instituts spécialisés créés par les pays arabes aux endroits appropriés, de leur fournir des spécialistes, de coopérer avec eux et de coordonner leurs activités dans leurs domaines de spécialité afin d'éviter tout chevauchement d'activités.

/...

IV.3.6.3 Que tous les pays arabes adhèrent à la Convention de Paris sur la protection de la propriété industrielle en vue de participer activement à l'élaboration de politiques pour la protection de la propriété industrielle au niveau international.

IV.3.6.4 De créer dans différentes régions des organismes régionaux spécialisés chargés d'entreprendre des activités de formation ainsi que des programmes de recherche fondamentale et appliquée sur les ressources naturelles propres à ces régions; il pourrait s'agir par exemple d'organismes se consacrant à des recherches sur le pétrole et le gaz naturel, l'énergie solaire, les ressources halieutiques et l'écologie.

IV.4 Recommandations au niveau international

Les pays de la région participent à des opérations internationales sur une vaste échelle. Toutes ces opérations comportent d'importants aspects scientifiques et techniques. Actuellement, la plupart d'entre elles se font selon le système dit "clefs en main", qui ne prévoit aucun des moyens essentiels de transfert des connaissances scientifiques et techniques. Les recommandations contenues dans les sections IV.2 et IV.3 tendaient à ce que les pays de la région abolissent les pratiques actuelles en matière de conception et d'exécution des projets en se dotant des moyens nécessaires à l'échelle nationale et régionales.

Les trente dernières années ont été caractérisées par un état de conflit et d'instabilité déterminé par l'agression sioniste et le déchaînement de forces négatives sur la communauté arabe. Pour cette raison, de lourds prélèvements ont diminué les ressources du monde arabe, qui auraient pu servir à soutenir et développer les capacités régionales dans les domaines scientifique et technique et qui auraient permis de doubler la contribution des Etats arabes à la cause de la paix et à la prospérité de l'économie mondiale.

La communauté internationale peut apporter un appui important aux efforts envisagés à l'échelle nationale et régionale. Des négociations concernant l'aide, l'assistance technique, les termes de l'échange et les opérations des sociétés transnationales sont en cours dans ce domaine depuis plusieurs années (dialogue Nord-Sud, dialogue euro-arabe, négociations menées dans le cadre de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT), etc.). Tous ces efforts n'ont eu que des résultats fort décevants pour la plupart des pays du tiers monde. Il est regrettable que l'accent ait souvent été mis sur le conflit et l'affrontement, au détriment de la coopération et d'un développement régulier et sain.

On sait que les pays les moins développés ne disposent que de moyens très limités pour traiter avec les sociétés transnationales. Les pays développés pourraient donc les aider en les avisant, en les informant et en les conseillant sur les opérations et les profits de ces sociétés.

L'attitude barbare des pays développés a élargi le fossé scientifique et technique entre pays industrialisés et pays en développement du tiers monde. Les pays développés ont feint d'ignorer le rôle joué par les techniques de civilisations anciennes et notamment de la civilisation arabo-islamique dans l'édification des sciences fondamentales sur lesquelles sont fondées les techniques modernes. /...

Il est étrange que ces pays, tout en se refusant à reconnaître le droit du tiers monde en développement au progrès et à la connaissance, exigent que toutes les ressources naturelles, et notamment les ressources énergétiques, soient considérées comme le patrimoine commun de l'humanité et qu'eux-mêmes soient autorisés à tirer pleinement profit de leur exploitation. Ils cherchent aussi à faire adopter des lois interdisant la monopolisation et l'usage des ressources naturelles à des fins militaires.

Il est donc devenu capital d'inviter les pays à technologie avancée à contribuer activement à la renaissance technique et scientifique des pays en développement du tiers monde.

Par suite, il est recommandé :

IV.4.1 Sociétés multinationales

IV.4.1.1 De créer les institutions et les organes nécessaires pour superviser et évaluer les activités des sociétés multinationales, en vue de déterminer dans quelle mesure elles sont compatibles avec les objectifs socio-économiques du nouvel ordre économique mondial, les droits économiques des Etats et le Code de conduite proposé pour le transfert de technologie; lesdits organes et institutions devraient être créés au niveau national dans les pays en développement bénéficiaires et dans les pays avancés intéressés, de même qu'aux niveaux régional et international, et les renseignements et données devraient être publiés et échangés de manière à assurer le droit de tous les gouvernements à y avoir accès.

IV.4.1.2 Que les rapports entre les sociétés mères des sociétés multinationales et leurs filiales dans les pays en développement soient surveillés et réglementés, de même que toutes les activités de sous-traitance dans le domaine du transfert des techniques, de manière à rendre le détenteur originel responsable de tous les engagements et obligations qui découlent des profits tirés de l'usage des techniques transférées, et ainsi à offrir une protection contre l'augmentation des coûts et des prix et contre les tentatives du détenteur originel pour se dérober à ses engagements et responsabilités.

IV.4.1.3 Que les rapports entre les sociétés multinationales mères et leurs filiales ou succursales dans les pays en développement soient réglementés de manière à garantir un authentique transfert de technologie, le progrès vers l'autosuffisance et la promotion des activités de R-D ainsi que leur intégration et leur contribution à la production nationale en ce domaine; ce résultat devrait être acquis en autorisant la diffusion horizontale et verticale de la technologie, à des conditions compatibles avec le développement socio-économique des pays les moins avancés et avec le Code de conduite proposé pour le transfert de technologie.

IV.4.1.4 Que les sociétés multinationales soient tenues de faire la preuve qu'elles sont propriétaires de la technologie transférée et de communiquer toutes les données, chiffres et autres renseignements relatifs aux solutions technologiques de rechange, aux éléments de leur service technologique et à toute innovation ou fait nouveau qui pourrait survenir.

/...

IV.4.1.5 Que les sociétés multinationales soient tenues de donner la préférence aux matières premières, aux produits intermédiaires, aux techniques et au personnel disponibles localement, même si leur emploi suppose un effort d'adaptation préalable.

IV.4.1.6 Que les sociétés multinationales soient tenues de s'engager à intégrer, sur les plans vertical et horizontal, leurs contributions aux activités de transfert des techniques, de manière à rendre progressivement possible la production locale des produits intermédiaires et du matériel nécessaires.

IV.4.1.7 Qu'une contribution internationale soit imposée aux sociétés multinationales en vue de financer les besoins les plus urgents, sur le plan international, des pays les moins développés, dans l'application de la science et de la technique au développement.

IV.4.1.8 Que tous les accords de caractère monopolistique, déclarés ou déguisés, entre sociétés multinationales et pays les moins développés ou entre les sociétés elles-mêmes, soient combattus afin d'affaiblir leur portée juridique à l'égard des pays en développement.

IV.4.1.9 Que les services compétents des pays développés intéressés imposent les sociétés multinationales en fonction d'un décompte exact de leurs transactions financières et des bénéfices qu'elles tirent de leurs activités dans les pays les moins développés, et que ce décompte soit mis à la disposition de tous les pays.

IV.4.1.10 Que le rôle négatif des pratiques des sociétés multinationales dans les pays les moins développés soit dévoilé, de même que l'effet de ces pratiques sur le développement socio-économique de chaque pays et du monde arabe en général.

IV.4.2 Pays exportateurs de techniques

La Réunion prie les pays exportateurs de techniques :

IV.4.2.1 D'accorder la priorité, dans les domaines de la coopération et de l'assistance et dans le cadre des accords bilatéraux et multilatéraux, aux éléments qui favorisent l'autosuffisance et la plus grande autonomie locale possible.

IV.4.2.2 D'aider les pays les moins développés à atteindre les priorités et les objectifs socio-économiques de leurs plans de développement et à répondre à leurs futurs besoins en matière de développement.

IV.4.2.3 D'accepter de participer à toutes les formes d'assistance technique par l'intermédiaire des organisations spécialisées locales et arabes et d'assumer la responsabilité de la supervision, de l'évaluation et des activités consécutives, de s'associer au processus global de développement des pays, et de s'engager à poursuivre leurs objectifs et priorités.

IV.4.2.4 De veiller à ce que tous les accords renferment des dispositions prévoyant la formation et le perfectionnement du personnel local et la fourniture des données et des informations nécessaires à l'application verticale et horizontale de la science et de la technique au développement sectoriel, afin de favoriser l'intégration et la coordination avec les autres secteurs.

/...

IV.4.2.5 D'accepter que la direction et la gestion des activités prévues dans tous les accords de coopération et d'assistance technique ou technologique soient confiées à du personnel local choisi par les gouvernements nationaux et les dirigeants des pays les moins développés, et de fournir à ce personnel la formation qui lui permettra de s'acquitter de sa tâche.

IV.4.2.6 D'associer à tout consultant étranger envoyé dans les pays les moins développés un expert local qui participe à ses travaux et partage ses responsabilités et d'accorder la priorité à la nomination d'experts étrangers originaires d'autres pays comptant parmi les moins développés.

IV.4.2.7 D'accorder la priorité aux établissements et aux sociétés nationales, ainsi qu'aux associations professionnelles aux fins de la participation aux projets, de la prestation de services auxiliaires et de la réalisation de travaux de sous-traitance, en ce qui concerne les projets mis en oeuvre aux termes d'accords bilatéraux ou multilatéraux avec les pays les moins développés.

IV.4.2.8 D'accepter que toutes les applications commerciales des résultats des recherches soient considérées comme la propriété commune des pays participants.

IV.4.2.9 D'observer, dans toutes leurs activités entreprises dans les pays les moins développés, les mêmes règles et les mêmes normes que celles qui sont suivies dans les pays développés dans les domaines de la protection de l'environnement, de la santé publique et de la sécurité du travail.

IV.4.2.10 De considérer leur contribution au développement de la capacité d'innovation, de créativité et d'adaptation des pays les moins développés comme l'un des objectifs fondamentaux de tous les accords de coopération qu'ils concluent avec eux.

IV.4.2.11 D'accorder aux pays les moins développés avec lesquels ils coopèrent des moyens financiers et commerciaux et d'encourager, voire favoriser, l'accès des produits de ces pays à leurs marchés, de manière à offrir des débouchés permanents à leurs activités scientifiques et techniques.

IV.4.2.12 De renoncer à faire subir des pressions politiques et à imposer des conditions aux pays les moins développés qu'ils aident à appliquer la science et la technique au développement, pour éviter toute discrimination d'ordre politique entre les divers pays les moins développés, et de s'efforcer de créer un marché naturel pour le transfert des techniques.

IV.4.2.13 De fournir une aide financière et morale efficace aux centres de recherche, d'information et de technologie des pays les moins développés, qui en ont un besoin impérieux.

IV.4.2.14 De s'efforcer d'éliminer les obstacles qui entravent l'accès des pays les moins développés à leurs marchés afin de favoriser l'amélioration de la situation des réserves de change de ces pays et, partant, l'accroissement de leurs investissements dans la science et la technique.

/...

IV.4.2.15 De mettre l'accent sur la nécessité de respecter pleinement leurs engagements - notamment les engagements financiers qu'ils ont contractés vis-à-vis des pays les moins développés et qui sont précisés dans la Stratégie internationale du développement conformément au nouvel ordre économique international.

IV.4.2.16 D'utiliser la langue arabe dans les documents, les modes d'emploi et les manuels d'entretien des machines et du matériel, et d'adopter des recommandations à cet effet.

IV.4.2.17 De faire annoncer par leurs gouvernements leur intention d'adopter la législation nécessaire en vue d'aider les pays en développement à accroître leur potentiel scientifique et technique et à améliorer leur encadrement.

IV.4.2.18 De participer à la lutte contre la désertification et à la mise en valeur des terres désertiques, en particulier des terres non intégrées.

IV.4.2.19 De mettre l'accent sur l'utilisation rationnelle des ressources naturelles, notamment l'énergie.

IV.4.2.20 De revoir, en coopération avec les institutions financières internationales, les critères utilisés pour l'octroi d'une assistance et de prêts en faveur des activités scientifiques et techniques des pays les moins développés, de sorte que tous les pays qui progressent véritablement dans les domaines social et économique puissent obtenir, à des conditions normalement favorables, l'assistance et les prêts voulus.

IV.4.3 Modification des dispositifs structurels traitant de l'application de la science et de la technologie au développement au sein du système des Nations Unies

L'ordre suivi dans le traitement de ces utilisations doit correspondre à celui adopté pour traiter des besoins en matière de développement au sein de la même organisation. Il est recommandé à cette fin :

IV.4.3.1.1 De mettre l'accent sur la conformité nécessaire entre les opérations, les besoins en matière de développement et leur contenu scientifique et technique, eu égard à la localisation structurelle et séquentielle de la responsabilité.

IV.4.3.1.2 D'accorder la priorité voulue au contenu scientifique et technique des plans de développement considérés comme instruments efficaces pour atteindre les objectifs de développement socio-économique de façon à servir les intérêts de la population et à élever le niveau de vie général.

IV.4.3.1.3 De veiller, en assurant la cohérence et l'intégration nécessaires entre les opérations visant à répondre aux besoins en matière de développement d'une part, et le contenu scientifique et technologique d'autre part, à ne pas compromettre l'indépendance et la cohérence de la suite des opérations concernant le contenu scientifique et technique.

/...

IV.4.3.1.4 De veiller à ce que les Etats Membres assument pleinement leurs responsabilités en ce qui concerne l'utilisation de la science et de la technique à des fins pacifiques dans le cadre de la formulation des politiques et des stratégies, de la définition des priorités, de l'évaluation et des opérations globales, et d'assurer l'intégration au niveau de l'Assemblée générale, du Conseil économique et social et des organisations et institutions spécialisées du système des Nations Unies, comme dans le cas des opérations intéressant d'autres aspects du développement.

IV.4.3.1.5 D'assurer la cohérence et l'intégration jusqu'aux éléments non centralisés des Nations Unies, de façon à assurer la coordination et la liaison au niveau de la planification, de l'exécution et du suivi et leurs fondements sur le plan de l'organisation, de la procédure et des ressources.

IV.4.3.1.6 De souligner l'importance des commissions économiques régionales et leur rôle primordial en ce qui concerne l'intégration et la cohésion aux niveaux régional et international. Il est nécessaire que les commissions bénéficient du même soutien pour cela que celui qui leur est accordé pour s'acquitter de leurs responsabilités et de leurs fonctions, particulièrement en ce qui concerne la réalisation des objectifs de développement socio-économique.

IV.4.3.2 Formulation et coordination d'une politique globale pour le système des Nations Unies et définition de sa stratégie et de ses programmes de travail en ce qui concerne les applications de la science et de la technique au développement

Pour que les pays en développement puissent bénéficier d'une telle politique, il est recommandé que la Conférence des Nations Unies sur la science et la technique au service du développement adopte les objectifs suivants :

IV.4.3.2.1 Efficacité du contenu scientifique et technologique dans la réalisation des objectifs de développement socio-économique.

IV.4.3.2.2 Développement satisfaisant du rendement technologique et scientifique dans le secteur d'application des pays en développement, sans affecter le niveau de coordination et d'intégration nécessaire avec le rendement des autres secteurs.

IV.4.3.2.3 Respect des priorités et de la stratégie visant à assurer un développement global et équilibré, aux niveaux national et régional.

IV.4.3.2.4 Renforcement et développement des capacités de coordination et d'intégration en ce qui concerne les organismes des Nations Unies, et également entre ces organismes et leurs équivalents aux niveaux régional et national.

IV.4.3.2.5 Poursuite de l'autosuffisance nationale et régionale dans le domaine de l'orientation et de la planification, que ce soit au niveau du secteur spécialisé ou à celui du développement global.

IV.4.3.2.6 Création et renforcement de systèmes d'incitation efficaces et intégrés par les autorités concernées, aussi bien dans les pays en développement que dans les pays développés, par les applications de la science et de la technique au développement.

IV.4.3.2.7 Renforcement de l'autosuffisance et du potentiel scientifique et technologique des pays en développement dans les domaines requis tels que l'absorption, la création, le développement et l'exécution, selon les besoins socio-économiques.

IV.4.3.2.8 Renforcement et soutien des institutions s'occupant de l'environnement et des établissements scientifiques et techniques privés et publics dans les pays en développement.

IV.4.3.2.9 Contrôle de leur efficacité et de leur opportunité socio-économique, eu égard aux critères de rendement socio-économique de l'investissement dans le cadre du même projet et au niveau des plans globaux de développement.

IV.4.3.2.10 Renforcement de l'infrastructure des organismes s'occupant des applications de la science et de la technique au développement en particulier, et des organismes pour le développement en général.

IV.4.3.2.11 Transmission efficace à ces organismes de l'ensemble des données et informations ayant trait aux applications de la science et de la technique au développement et à leurs possibilités de mise en application.

IV.4.3.2.12 Participation de ces organismes aux activités de formation et d'éducation à tous les niveaux en ce qui concerne, par exemple, la prise des décisions, la planification, la gestion, l'application, le suivi, l'évaluation, le calcul et la prévision des répercussions socio-économiques, l'innovation et le développement.

IV.4.3.2.13 Coopération, coordination et intégration entre les secteurs spécialisés des pays en développement, avec les autres secteurs impliqués dans le processus de développement, entre ceux qui existent déjà dans les divers pays en développement et aussi entre ces derniers et leurs équivalents dans les pays développés.

IV.4.3.2.14 Création des conditions nécessaires à l'instauration du "nouvel ordre économique international" et strict respect de ses politiques et objectifs, et contribution à la création d'un climat propice à la coopération internationale en vue de son instauration.

IV.4.3.2.15 Adoption de méthodes de préparation et d'application en accord avec les considérations, objectifs et procédures définis par les Etats Membres dans les recommandations et résolutions sur la restructuration des organismes de développement du système des Nations Unies et dans le Code de conduite international pour le transfert de technologie.

IV.4.3.2.16 Mise en application des priorités, objectifs, politiques et méthodes de travail stipulés dans les résolutions de la prochaine conférence des Nations Unies sur la science et la technique au service du développement.

/...

IV.4.3.3 Autres recommandations adressées à l'Organisation des Nations Unies

IV.4.3.3.1 Demander à l'Organisation des Nations Unies de fournir aux pays en développement l'aide et les moyens nécessaires pour qu'ils puissent exercer la totalité de leurs droits et obtenir des ressources financières, grâce à leur commerce extérieur avec les pays capitalistes, à investir dans l'application de la science et de la technique au développement.

IV.4.3.3.2 Demander à l'Organisation des Nations Unies d'encourager tous les pays en développement à utiliser leurs ressources humaines et financières pour appliquer la science et la technique au développement économique et social de leur pays.

IV.4.3.3.3 Etablir un plan mondial relatif à l'application de la science et de la technique portant sur une période de 10 ans et ayant pour objectif de créer des organismes arabes chargés de formuler une politique scientifique, de déterminer les moyens de tirer de la science des applications techniques et aussi de créer des centres de formation régionaux dans les régions orientale et occidentale du monde arabe, de même que des universités arabes pour les sciences, l'agriculture, l'industrie, la médecine, les transports et les communications.

IV.4.3.3.4 Etablir un annuaire à l'usage des pays en développement, contenant des textes modèles d'accords de licence fondés sur l'expérience internationale.

IV.4.3.3.5 Accroître l'aide apportée sur le plan de la communication des connaissances techniques et scientifiques dans le domaine des utilisations pacifiques de l'énergie atomique.

IV.4.3.3.6 Créer une institution internationale permanente responsable du transfert des techniques aux pays en développement, aux fins de leur développement économique et social.

IV.4.3.3.7 Demander à l'Organisation des Nations Unies de faire entreprendre aux services compétents des études de caractère international, régional et national sur :

a) Les moyens les plus efficaces de mettre en application les résolutions et les recommandations finales de la Conférence;

b) Les méthodes d'évaluation des progrès réalisés et des bénéfices tirés par les pays et les organismes régionaux et internationaux de l'application de la science et de la technique conformément à ces résolutions et recommandations;

c) L'expérience acquise dans ce domaine, en les priant de communiquer à toutes les autorités qui peuvent en tirer profit tous les renseignements qui en découlent.

/...

IV.4.3.3.8 Demander aux organismes et institutions du système des Nations Unies de s'efforcer, dans les limites de leur mandat et dans le cadre de leurs programmes, d'appliquer les recommandations finales adoptées en ce qui concerne l'application de la science et de la technique au développement; demander également que, dans l'exécution de leur programme de travail, ils suivent les méthodes les plus efficaces pour donner à ces recommandations et résolutions l'application pratique la plus convenable.

IV.4.4 Autres recommandations au niveau international

IV.4.4.1 Il est recommandé que les relations et la coopération dans les domaines de la science et de la technique soient renforcées entre la région et d'autres régions où sont situés des pays en développement, notamment en ce qui concerne la mise au point et l'échange de techniques appropriées.

V. ACTIVITES COMPLEMENTAIRES

Il ne faudra pas laisser se perdre l'élan qui a entraîné les gouvernements et les milieux scientifiques de la région pendant la période préparatoire de la Conférence des Nations Unies sur la science et la technique au service du développement. La CEAO peut jouer un rôle important en soutenant les activités régionales, visant à appliquer les conclusions et recommandations de la Conférence, et en y participant. Il est donc nécessaire de renforcer le programme de la CEAO pour la science et la technique, sur le plan des ressources financières et humaines, afin de lui permettre de poursuivre les activités complémentaires nécessaires. Sous réserve que les ressources humaines et financières complémentaires nécessaires soient disponibles, certaines des activités qui pourraient être entreprises par la CEAO sont énumérées ci-après :

V.1 Organisation d'une conférence régionale, quatre mois au plus tard après l'achèvement de la Conférence des Nations Unies sur la science et la technique au service du développement, en vue d'évaluer les résultats auxquels aura abouti la Conférence de 1979, d'examiner leurs implications pour la région de la CEAO, d'adopter les mesures nécessaires pour assurer l'application des recommandations de la Conférence, dans des délais donnés, et de maintenir l'impulsion qu'elle aura communiquée à la région de la CEAO.

V.2 Etudes sur l'utilisation de la science et de la technique, notamment dans les secteurs de l'agriculture, des transports et des communications, en coopération avec d'autres institutions et organismes.

V.3 Etudes visant à identifier les lacunes et les difficultés qui apparaissent dans la conclusion des contrats auxquels les Etats arabes sont parties, en différents domaines du génie civil et de la technologie et formulation de solutions appropriées en vue de l'utilisation des ressources matérielles et humaines locales.

/...

RESOLUTION ADOPTÉE PAR LA COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'ASIE OCCIDENTALE
LE 14 SEPTEMBRE 1978

Poursuite de la préparation de la Conférence des Nations Unies sur la science
et la technique au service du développement

La Réunion régionale préparatoire à la Conférence des Nations Unies sur la
science et la technique au service du développement,

Rappelant les dispositions des paragraphes 4, 5 et 6 de la résolution 32/115
de l'Assemblée générale en date du 15 décembre 1977,

Considérant que le report à 1979 de la troisième session du Comité préparatoire
de la Conférence retardera la programmation d'autres activités préparatoires
indispensables à la Conférence,

Considérant la nécessité reconnue de renforcer le rôle des commissions
régionales et de les pourvoir, ainsi que le Secrétariat de la Conférence, des
ressources financières et humaines nécessaires pour leur permettre de poursuivre
encore leurs activités dans le domaine de la science et de la technique, qui
constituent leur contribution à la préparation de la Conférence,

1. Prie l'Assemblée générale, au cours de sa trente-troisième session,
(septembre-décembre 1978), de donner aux questions suivantes toute l'attention
qu'elles méritent et d'adopter des décisions les concernant :

a) Rapport intérimaire analytique du Secrétaire général de la Conférence
sur l'état de préparation de la Conférence;

b) Allocation des crédits nécessaires à la pleine réalisation des activités
nationales, régionales et interrégionales, sous la forme prévue par le Secrétaire
général de la Conférence;

2. Prie instamment tous les Etats de prendre toutes les mesures nécessaires
pour contribuer de manière positive aux travaux préparatoires de la Conférence et
de continuer à faire bénéficier de leur entière coopération le Secrétaire général
de la Conférence, auquel l'Assemblée générale a donné pleine responsabilité pour
la coordination de tous les travaux (résolution 32/115, par. 7);

3. Prie le Secrétaire général de la Conférence et les organes appropriés
des Nations Unies de prendre les mesures nécessaires pour faire en sorte que le
principe d'une répartition géographique équitable, notamment à l'égard du
personnel appartenant à la classe d'administrateur général et aux classes
supérieures, soit pleinement respecté, conformément aux résolutions pertinentes
de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social.
